163
courant alternatif
NOVEMBRE 2006 – 2,30 €
Mensuel édité par l'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Des banlieues à Oaxaca L'autonomie populaire en débat

Ségolène, l'arnaque féministe

Immigration choisie, médecins soldés

Irak, l'agriculture sous contrôle

M 01292 - 163 - F: 2,30 €

COMMENT FONCTIONNE «COURANT ALTERNATIF» (C.A.)?

*Un week-end par mois, une **Commission-Journal** (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une réunion où sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL. Le collectif organisateur immédiatement après la CJ, rédige un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.*

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Égrégore – BP 1213 – 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

COMMENT CONTACTER L'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE?

BRETAGNE
OCL c/o Clé des Champs
B.P. 20912,
44009 Nantes cedex 1

CENTRE
La Commune,
B.P. 1228
45002 Orléans cedex

ÎLE DE FRANCE
Groupe anarchiste communiste spartacus c/o collectif libertaire 95 «L'insurgé »
BP70118
95310 St-Ouen-l'Aumone

MIDI-PYRÉNÉES
OCL c/o Canal Sud
40, rue Alfred Duméril
31400 Toulouse

NORD
OCLB c/o
La Mouette Enragée,
B.P. 403
62206 Boulogne s/mer cedex

NORD-EST
OCL c/o Égrégore
B.P. 1213
51058 Reims cedex

NORMANDIE
CRAS, B.P. 5164
14075 Caen cedex

PAYS BASQUE
Acratie, BP 23
64130 Mauléon

RHONE-ALPES
« Courant Alternatif »
c/o Maison de l'Écologie
4 rue Bodin
69001 Lyon

SUD-EST
La Galère
BP 74217,
06131 Grasse cedex

Écrire au journal pour contacts à :
Figeac, Limoges, Poitou, Saint-Nazaire, Strasbourg, le Trégor...

OCL c/o Clé des Champs
BP 20912 – 44009 NANTES cedex 1
Mél : oclibertaire@hotmail.com

Site web :
http://oclibertaire.free.fr/

COMMENT S'ABONNER À C.A.?

Abonnement 1 an (10 numéros)	25,00 €
Tarif réduit (pour toutes sortes de fauché-e-s)	15,00 €
Abonnement de soutien	30,00 €
Abonnement à l'essai (3 nos)	5,00 €

Gratuit : 1 numéro sur demande

En nombre pour la diffusion :

2 ex.	45,00 €
3 ex.	65,00 €
5 ex.	100,00 €
10 ex.	180,00 €

Chèques à l'ordre de « La Galère » OCL/Égrégore
B.P. 1213 – 51058 Reims cedex
Souscription permanente pour CA :
CCP La Galère 38-77 P 023
Chalons s/Marne

SOMMAIRE

3 **ÉDITO**

IMMIGRATION
4 Médecins étrangers, une immigration «choisie

NUCLÉAIRE
6 En sortir avant la catastrophe

POLITIQUE (RAILLERIE)
7 Voter Ségo contre Sarko ? Et puis quoi encore !

IMMIGRATION
11 Pas de tri parmi les sans-papiers

12 ***RUBRIQUE BIG BROTHER***
13 Suspension de peine à nouveau . . refusé à Nathalie Ménigon

POINT DE VUE
14 la faillite de l'école... et sa nécessité

SANS FRONTIÈRE
16 Gaza comme laboratoire de la . . . . Grande expérimentation
18 Irak : une déclaration de guerre . . . contre les paysans
21 Saccage de la nature en Islande : . . une lutte à dimension universelle

24 *Livres*

Ce numéro a été préparé à Nantes
La prochaine commission journal aura lieu à Paris

Courant Alternatif
NOVEMBRE 2006
Com. par. :0610 G 86750
Mensuel
Communiste Libertaire
Correspondance :
OCL/Égrégore
BP 1213, 51058 Reims cedex

Pour les seules obligations légales :
Dir. publication :
Nathalie Federico

Imprimé sur papier recyclé

On se bat à Oaxaca

Au sud du Mexique côté Pacifique, dans la ville et l'Etat d'Oaxaca, un mouvement social, lancé depuis le 15 mai dernier par un rassemblement d'instituteurs contre *la vie chère* et pour des *moyens*, s'est transformé le 14 juin, face à une répression, sanglante et sournoise, en une mobilisation permanente de toutes les composantes populaires de l'Etat. Ainsi s'est instaurée une Assemblée Populaire du Peuple d'Oaxaca (APPO), qui court-circuite les institutions et demande la destitution du gouverneur.

Contre *Ulises Ruiz* , gouverneur P.R.I. (1), contre la police, les paramilitaires et les notables, l'APPO réussit à administrer de fait les affaires publiques, malgré d'incessantes manœuvres de déstabilisation (2). Si les médias internationaux ont surtout évoqué l'élection présidentielle de l'Etat fédéral mexicain, le 2 juillet, puis les mobilisations populaires dans la capitale Mexico contre les irrégularités d'un scrutin donnant la victoire par 0,6 % des voix au candidat de droite du PAN, ces mêmes médias – *Le Monde* en tête – ont simplement ignoré ou vaguement évoqué un corporatisme enseignant rétrograde et démagogue qui, au moyen d'une grève irresponsable et d'un campement permanent sur la place centrale, le *zocallo*, mettait en danger l'essor du tourisme de luxe dans la ville d'Oaxaca ... Le PRD, la gauche mexicaine et ses intellectuels, mobilisés derrière *Obrador* pour la course au pouvoir fédéral, ont été à la hauteur de ce que leurs homologues français seraient capables, dans une telle situation (voir p.7 les intentions de S. Royal, probable candidate de la gauche française aux prochaines élections). Le PRD s'était déjà illustré contre le mouvement zapatiste, dans l'État voisin du Chiapas, et avait voté pour la contre-réforme indigène niant les accords de San Andres... La Commune d'Oaxaca a lancé un appel à la population mexicaine pour venir la soutenir contre l'encerclement militaire et policier, ainsi qu'une marche vers Mexico pour obtenir l'audience et le soutien populaires extérieurs.

Maintenant la crise se noue : reprise du travail des enseignants après la satisfaction de toutes leurs revendications et un vote disputé (à 60 % pour la reprise) le 26 octobre; division interne à l'APPO entre la « gauche » traditionnelle – partis, syndicats, associations – et la base de la population qui ne veut pas d'un retour à « la normale » ; préparatifs militaires du pouvoir fédéral qui refuse toujours la destitution du gouverneur *Ruiz* ; raids meurtriers de paramilitaires (3)... L'APPO organise son congrés constituant les 10, 11,12 novembre avec des commissions thématiques préparatoires pour un nouveau contrat social...

Comment le pouvoir fédéral, qui va introniser le nouveau président le 30 novembre, peut-il tolérer une telle divagation d'une partie de son territoire, à 500 kms de la capitale, avec un siège gouvernemental et des commissariats vides, des institutions squattées par des commissions populaires ? Pour amener le peuple à la raison, il faut plus qu'un simple encerclement (voir *La grande expérimentation* p.14 sur les Palestiniens de Gaza).

Tout comme la Commune coréenne de Kwangju (*Courant Alternatif* 162 d'octobre dernier) en 1980, la Commune d'Oaxaca est inconciliable avec l'Etat central qui a d'autres projets pour le sud du Mexique. Et pas des moindres !

Le plan Puebla Panama pour l'isthme de Tehuantepec – alternative au canal de Panama, saturé, par la création d'un couloir d'autoroutes, oléoducs, gazoducs et de voies ferrées reliant le Pacifique et le Golfe du Mexique - intéresse les capitaux mexicain et internationaux. Des gisements de pétrole ont été décelés dans plusieurs pays de l'Amérique Centrale, les ressources minières sous les forêts du sud mexicain et guatemaltèque seraient considérables, cette région constituerait un véritable pactole potentiel... Tout comme en Irak et en Islande (voir dans ce *CA* p.18 la législation irakienne pour briser la paysannerie et p.21 le barrage pharaonique de Kahranjukar), le Capital va projeter sur une région du globe jusque là ignorée — par lui ! — ses capacités de destruction de l'existant et ses objectifs de rendement financier. Seul détail les communautés indigènes, qui vivent encore sur le territoire des états du sud mexicain, fonctionnent depuis toujours sur un autre mode collectif et politique que celui prôné par la Couronne espagnole, puis par l'Etat fédéral (la population d'Oaxaca est indienne à 70 %, ce qui explique un peu cette capacité politique d'auto organisation qui ne naît pas du néant...). Difficile de leur acheter leurs terres, incarnant pour elles un mode d'existence collective inaliénable. Militairement l'Etat a les moyens de balayer ces gêneurs vivant là depuis plus de mille ans ; et les troubles d'Oaxaca pourraient motiver l'utilisation de la manière forte, l'instauration de l'état d'urgence...

Mais politiquement, le consensus minimum nécessaire peut-il être obtenu ? La violence politique, très courante au Mexique, peut-elle être utilisée à grande échelle sans être contre-productive, et inaugurer en retour une instabilité inattendue et prolongée, néfaste au business?

La gauche mexicaine, accrochée au « credo du développement », fut-il durable, et à la gestion des institutions, est probablement prête à collaborer au sale boulot au nom des intérêts supérieurs de la Nation, si sa clientèle électorale ne renâcle pas trop. Les débats qui ont lieu dans l'APPO, et l'échec électoral du PRD mi-octobre dans le Tabasco (Etat voisin,sur le golfe du Mexique) inciteront peut-être la « société civile », éternel godillot des politiciens de gauche, à refuser la logique capitaliste du développement et à joindre ses forces à la base de la population, avançant sans faiblir d'autres perspectives. Il est plus probable que le recours, s'il y a, viendra des populations pauvres des Etats voisins. Les prochaines semaines Oaxaca sera peut-être la ville où un autre futur s'esquissera. Par contre celui-ci ne sortira pas des urnes, ni en mai ni plus tard

Nantes le 28/10/06

1) Le Parti Révolutionnaire Institutionnel domine la vie politique mexicaine depuis 80 ans. Son monopole est contesté par le PAN – Parti d'Action Nationale -, nouveau parti de droite dont fait partie *Vincente Fox* (actuel président du Mexique qui introni sera son successeur *Calderon* du PAN le 30 novembre) et par le PRD – Parti de la Révolution Démocratique - , principal parti de gauche (?), dont le candidat à la présidentielle de 2006 et ancien maire de Mexico *Manuel Lopez Obrador* refuse toujours sa défaite.

2) Le journal *CQFD* dans ses n° 37 et 38, de septembre et octobre derniers, rend compte de façon détaillée de ce processus. Les sites internet Acrimed et surtout RISAL (http://risal.collectif.net) ont mis en ligne, en reprenant certaines traductions, de nombreux textes.

3) Des blessés et des morts – dont un membre d'Indymédia USA – vendredi 27 octobre après plusieurs attaques contre des lieux occupés : voir Indymédia Paris

Médecins étrangers, une immigration « choisie ».

Depuis plusieurs années, les « médecins étrangers », multiplient leurs actions pour dénoncer la ségrégation et la précarité de leurs situations. L'INPADHUE (Inter syndicale Nationale des Praticiens à Diplômes hors Union européenne) a relancé par des actions, dont une grève, en Juillet 2006 le désir d'en finir avec la situation de ségrégation et de précarité qu'ils ou elles subissent.

OFFICIALISER LEUR STATUT.

Quelques 6 000 médecins étrangers sont recensés par la DHOS (Direction de l'Hospitalisation et de l'Organisation des Soins). Recensement qui pourrait s'élargir car, comme le précise le vice président de leur association : «...ce chiffre est approximatif car beaucoup d'hôpitaux ne déclarent pas leurs médecins étrangers ». Précaires, incertains sur leur devenir, ceux-ci sont pourtant indispensables pour la bonne continuité des soins dans les hôpitaux publics.

Ces milliers de médecins titulaires de diplômes acquis hors Union Européenne, exercent dans les hôpitaux sans avoir une autorisation de pratiquer la médecine. Situation vécue par certains depuis de nombreuses années alors qu'ils ont fondé une famille, résident en France et ont acquis la nationalité française. Leur mouvement de cet été n'est qu'une tentative de plus pour faire cesser leur situation de ségrégation et de précarité.

C'est dans les années 90 que la France fera massivement appel à eux pour compenser le manque de personnel médical. Sont considérés comme personnels médicaux : les chirurgiens, les médecins les anesthésistes, ... les autres personnels de l'hôpital, infirmières, aides soignantes, kinés... sont classés comme non médicaux. Face aux effets négatifs du *numerus clausus* qui limite le nombre d'étudiants en médecine et donc de futurs praticiens, ils seront donc recrutés de façon dérogatoire au Maghreb, en Afrique ou Moyen Orient. Ils seront ainsi embauchés sous contrats mais rémunérés entre 30% à 50% de moins que leurs confrères français. Ils pallient aux médecins dans les disciplines sinistrées ou dans les hôpitaux périphériques peu attractifs, voire dans des zones géographiques désertées par leurs homologues français. Il s'agit ni plus ni moins d'une immigration choisie, haut de gamme, déjà appliquée, avant sa remise au goût du jour par le candidat Sarkozy.

Ces médecins, sur la base d'un diplôme non reconnu en France, exercent donc sans avoir d'autorisation officielle d'exercer. Ils pratiquent leur art dans les hôpitaux, depuis de nombreuses années, en toute illégalité selon la loi et pour certains en travailleurs clandestins, au su et vu de tous, mais non déclarés administrativement . Ils ne peuvent donc ni s'installer dans le secteur libéral, ni dans le secteur privé, ni ne peuvent s'inscrire au conseil de l'ordre des médecins français. Pourtant, parmi eux, nombre ont la nationalité française, se sont mariés ou ont des enfants nés en France...

Le ministère les chiffre à 7000 officiellement ; 4000 seraient en formation et devraient rentrer dans leurs pays à la fin de leur cursus. Restent 3000 qui exercent en tant « qu'attachés » associés ou « assistants » associés sans bénéficier du statut de praticien adjoint contractuel.

Or si depuis 1995, 10 000 médecins étrangers ont été régularisés par l'obtention d'un concours, leur nombre ne faiblit pas année après année, alors qu'une loi de 1999 sur la CMU

(Couverture Maladie Universelle de la SECU) interdit aux directeurs d'hôpitaux d'en recruter.

En 2005, le gouvernement a organisé une nouvelle procédure d'autorisation, à savoir un concours ouvert aux médecins diplômés hors Union Européenne. Cette procédure a été dénoncée par l'INPADHUE qui remet en cause la notion de concours et préfère : « l'instauration d'une voie spécifique sur la base de la validation des acquis de l'expérience ».

UNE RÈGLE : 20 ANS D'HYPOCRISIE.

Le gouvernement justifie cette application d'un « concours » comme une exigence de qualité de soins. Une hypocrisie si l'on sait que depuis de nombreuses années, nombre d'attachés ou d'assistants sont partie-prenante d'équipes médicales, couverts par les patrons de services de soins. Ce concours répond plus aux blocages et réactions corporatistes du corps médical français, via leur ordre des médecins, leurs syndicats : l'INPH (Inter syndicale nationale des praticiens hospitaliers) ou encore la CMH (Coordination des médecins hospitaliers) qui s'opposent à leur régularisation sans concours. Pourtant, ce même gouvernement reconnaît que la modalité proposée «...n'est pas adaptée dans sa forme aux médecins ayant des années d'expérience professionnelle ».

Pourtant, tout ce beau monde s'accommode fort bien de cette main d'œuvre « haut de gamme » indispensable qui assume les gardes naturellement sous payées que les praticiens français dédaignent (week-end ou périodes d'été) et qui maintient la continuité des soins sur tout le territoire.. Main d'œuvre étrangère sans laquelle des secteurs de

soins hospitaliers, voire des hôpitaux périphériques ne pourraient pas fonctionner et auraient mis la clef sous la porte. Ce que résume le président de la fédération des praticiens régularisés : « Si la démographie médicale avait été bien faite dans les années 80, moi venant de l'étranger, je n'aurais pas pu travailler. Si certains n'ont toujours pas d'autorisation d'exercice, c'est aussi parce qu'ils ne coûtent pas cher. Il faut faire cesser cette hypocrisie ».

Et pour cause, payés à moindre coût que leurs collègues français, ils sont nommés par leur chef de service et par la direction de l'hôpital. Leur diplôme est reconnu scientifiquement équivalent à celui de leurs confrères nationaux. Ils exercent depuis deux, cinq, voir plus de quinze ans en France souvent dans des spécialités. Ils occupent des responsabilités cliniques. Ils encadrent et forment les internes français. Ont effectué plus de cinquante millions d'actes de médecin (diagnostiques, traitements, interventions...) facturés par les hôpitaux comme pour les autres praticiens.

Cette situation inique dont les pouvoirs publics portent la responsabilité perdure depuis 25 ans. Depuis ces décennies, l'état a organisé et géré la ségrégation, et l'exploitation de cette immigration haut de gamme extra européenne. Depuis ces années il bafoue ses propres valeurs républicaines d'égalité. Le gouvernement, son administration et le conseil de l'ordre ont la responsabilité de cette discrimination, de ce non état de droit. Mais, ils ne font que perpétuer la pratique de leurs prédécesseurs.

Souvenons-nous qu'en décembre 2000, c'est sous la régence de la gauche plurielle, où E. Guigou et B. Kouchner siégeaient aux ministère et secrétariat de la Santé et de la Solidarité, que ces médecins étrangers dénonçaient déjà, par un mouvement de grève de la faim, leur situation. C'est aussi, en février 2000 que « d'obscurs fonctionnaires » du ministère de la Santé prenaient la décision de réduire leurs primes de garde d'un tiers. Mesure qui frappait les diplômés hors communauté européenne mais ne concernait ni les Canadiens, ni les Autrichiens pour ne citer que ceux-là.(Arrêté du 27 01 2000. Arrêté xénophobe vite retiré).

Epoque où B. Debré, chef de service à l'hôpital Cochin et grand ami de la Chiraquie, fustigeait la gauche au gouvernement et la ministre GUIGOU, dans une lettre de solidarité aux médecins étrangers, alors en grève de la faim, adressée à ses confrères nationaux.. N'oublions pas que quelques années auparavant, campagne électorale oblige, L. Jospin lui-même s'était engagé lors de la présidentielle de 1995 à « redonner la plénitude des droits à ces médecins et à reconnaître officiellement leur travail ».

D'où viennent -ils ?

30,7 % du Maghreb
13,7 % d'Europe (hors U.E)
12,3 % d'Afrique
6,9 % d'Asie
5,1 % d'Amérique du Sud
19 % divers pays

Hélas, les gouvernements ont prorogé ces statuts spéciaux comme les examens et concours. Système de barrières, d'embûches et véritable course d'obstacles afin d'empêcher la mise à égalité de ces médecins avec leurs homologues français. Statuts spéciaux en contradiction avec l'article 372 du code de la santé. L'état français refuse d'appliquer la jurisprudence européenne (Haïm/ hocsman) qui oblige un gouvernement ou un pays à prendre en compte tous les diplômes, l'expérience, hors ou dans l'espace européen et à faire la comparaison avec les exigences de compétence pour l'exercice des autres médecins dans le pays d'accueil. Certes, Jospin n'a pas été élu ! Jospin et la gauche ont été virés. Chirac et l'UMP ont pris la relève et, B. Debré est sans doute retourné dans son service d'urologie de l'hôpital Cochin, laissant ainsi ses amis au pouvoir proroger encore, pour des raisons économiques et de nécessités politiques, la situation de ségrégation, de précarité et d'exploitation de ces médecins à diplômes étrangers.

Le mode d'emploi de ces médecins extra-communautaire préfigure-t-il ce que sera le schéma d'une immigration choisie annoncée par le présidentiable Sarkozy ?

Peu après ce mouvement, le 13 juillet 06 X. Bertrand, ministre de la santé, promettait qu'une « solution législative » serait apportée dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale.

Le mode d'emploi de ces médecins extra-communautaire préfigure-t-il ce que sera le schéma d'une immigration choisie annoncée par le présidentiable SARKOZY ? L'on voit déjà l'usage d'une immigration « des élites » diplômée, jetable, utilisée comme variable économique dans le cadre de l'offensive libérale du capital, pour restructurer à moindre coût le secteur de l'hôpital public. La solution « législative » apportée par le ministre (quelques régularisations de plus car nécessaires) devra s'inscrire dans l'ensemble des mesures d'économies à faire dans ce domaine. Comme pour les autres luttes de l'immigration, la réponse apportée sera à hauteur du rapport de force de leur mouvement, de la lutte menée et des solidarités trouvées parmi leurs confrères par les contradictions soulevées dans ce milieu.

Les hôpitaux sont dans la course aux économies : fermetures des petites structures, de lits et, diminution de l'offre de soins, emplois précaires grandissants, sous-traitance et privatisations de service. Par ailleurs, c'est la mise en place de la nouvelle gouvernance, des budgets fixés sur la tarification des actes effectués...etc. bref, l'hôpital devient une entreprise à gérer comme toutes les autres. Dans ce contexte, les personnels médicaux et non médicaux (70% de la masse salariale) deviennent la variable d'ajustement en utilisant les premiers à moindre coût et en sabrant dans les effectifs des seconds, mais en exploitant tout le monde. A cela, ajoutons l'insuffisance du nombre de médecin libéraux : 4 422 communes sont concernées et menacées. La densité médicale chutera de 335 médecins pour 100 000 habitants en 2002 à 283 vers les années 2020. D'autant qu'est posé dans le même temps le problème de l'inégale répartition géographique de ces mêmes médecins libéraux. Aucun doute qu'une telle situation favorisera une solution « législative » pour cette main d'œuvre précaire et sous payée qui convient aux besoins des managers du capital.

Mais la solution à leur problème dépend aussi de l'équilibre trouvé aux contradictions posées dans la classe dominante elle même. Les managers les plus libéraux prônent l'officialisation et la plénitude du droit des médecins extra-communautaires d'exercer à l'égal de leurs confrères français et, la réserve, voire le refus d'une autre partie de praticiens français corporatistes craignant pour leur statut et autres privilèges.

Les différentes régulations obéissent à cet équilibre menacé aujourd'hui par un afflux de médecins diplômés de l'Est de l'Union Européenne, tels les médecins hongrois qui à diplômes équivalents gagnent dix fois plus à l'Ouest que dans leur pays, qu'ils désertent laissant derrière eux les mêmes problèmes de pénurie de praticiens.

MZ. Caen le 15 10 2006

En sortir avant la catastrophe

Le nucléaire européen s'est distingué cet été par plusieurs accidents dont un en Suède à deux doigts de nous jouer « Tchernobyl bis». Pourtant nous assistons à un retour, sinon des évocations de maintien de cette énergie, dans des pays qui avaient décidé d'un arrêt définitif du nucléaire civil.

25 JUILLET 2006 EN SUÈDE

La centrale nucléaire de Forsmark (150 km au nord de Stockholm) est une des 3 centrales du pays. Elle dispose de trois réacteurs du type à eau bouillante. Le mardi 25 juillet un court-circuit dans le réseau extérieur à la centrale a provoqué l'arrêt de l'alimentation électrique du réacteur n°1 et conséquemment celui brutal de ce réacteur. Dans un tel cas, il faut impérativement refroidir le réacteur. Quatre pompes sont là à cet effet, mais aucun des quatre générateurs chargés de les alimenter en électricité n'a démarré. Il semble que les batteries des générateurs ont été affectées par le court-circuit. Une procédure de démarrage manuelle est alors effectuée et 23 minutes s'écouleront avant que deux des quatre générateurs se mettent en marche. A 7 minutes près, débutait la destruction du cœur de la centrale qui aurait été suivi dans l'heure de sa fusion (avec production d'un énorme dégagement de radioactivité) et enfin de son explosion. Laissons conclure un ancien responsable et constructeur de Forsmark. Pour lui il s'agit de « l'incident le plus grave depuis Tchernobyl » et « c'est un pur hasard si la fusion de cœur n'a pas eu lieu ».

Comme le déclarait, en 2005, l'AIEA : « La centrale nucléaire de Forsmark est une des plus sûres au monde et il devrait être possible de la faire fonctionner encore 50 ans ».

31 JUILLET ET 2 AOÛT 2006 EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

La centrale tchèque de Tamelin, située à 65 km de la frontière l'Autriche (le seule pays au monde qui bien qu'ayant construit une centrale a décidé de ne pas la faire fonctionner), a été stoppée trois fois en trois jours. Et une, le lundi 31 juillet où une fuite d'huile a entrainé l'arrêt de la turbine principale. Et deux, toujours le lundi 31, vingt minutes après la remise en route en raison d'une surchauffe. Et trois, le mercredi 2 août à cause d'une vanne mal fermée qui a provoqué le rejet de milliers de litres d'eau radioactive.

9 SEPTEMBRE 2006 EN NORVÈGE

La Norvège n'a aucune centrale nucléaire. Elle possède néanmoins deux réacteurs utilisés pour la recherche expérimentale. Celui de Kjeller (au sud d'Oslo) construit en 1967 a du être arrêté le 9 septembre après la détertion d'un niveau de radioactivité inhabituellement élevé à l'intérieur de l'enceinte. Les causes de l'incident, jugé « très sérieux » par l'Agence norvégienne de protection contre les radiations, sont activement recherchées. On suppose que la hausse de la radioactivité a été provoquée par une fuite d'eau dans le système de refroidissement.

ILS ONT DÉCIDÉ DE SORTIR DU NUCLÉAIRE

En Suède, en 1980, par référundum 58% des électeurs a décidé qu'il n'y aurait plus de construction de nouvelles centrales nucléaires et que le parc existant serait progressivement démantelé. L'abandon définitif du nucléaire civil a été fixé à 2010. A pratiquement trois ans de l'échéance seuls deux réacteurs, dont l'arrêt immédiat avait été décidé, ont été fermés. En revanche l'arrêt définitif n'est plus à l'ordre du jour. Le soutien à l'énergie nucléaire s'est accru dans tous les partis politiques : la droite qui en septembre vient de revenir au pouvoir est favorable au maintien ; la sociale-démocratie qui était au pouvoir avait décidé de renoncer à l'ultimatum fixé à 2010. En juin un sondage indiquait qu'une large majorité des suédois était favorable à la poursuite de l'utilisation du nucléaire civil. Il resterait à en faire un nouveau sondage après l'incident de Forsmak, incident qui n'a pas fait grand bruit en Suède et a brillé par son absence durant les récents débats électoraux.

En Allemagne, en 2000, a été prévu la sortie progressive du nucléaire d'ici 2021. La désignation d'A. Merkel comme chancellière d'Allemagne a été liée à l'établissement d'un contrat de coalition, entre la CDU-CSU et le SPD, respectant l'accord de sortie du nucléaire. Néanmoins la droite ne ménage pas sa peine en faveur du maintien de l'activté des centrales nucléaires : M. Glos (CDU) ministre de l'économie saisit toutes les occasions pour proclamer la nécessité d'un rallongement de l'activité nucléaire ; R. Koch (CDU) ministre-président de Hesse, milite pour une modification du contrat de coalition. Récemment A. Merkel a souligné que « l'énergie nucléaire voyait sa signification augmenter sur le plan international », tout en rappelant que « le contrat de coalition maintenait l'accord de sortie du nucléaire ». Bon, pour l'heure ça tient, mais comment s'empêcher de penser, surtout dans l'ambiance actuelle où il n'est question que de fin du pétrole et de réchauffement climatique, qu'une sortie en 20 ans c'est surtout bien car ça laisse le temps de changer d'avis avant l'échéance ?

En France, en 2002, les Verts, D. Voinet en tête, en s'appuyant sur les exemples suédois et allemand, adoptaient, en lançant leur campagne en vue de l'élection présidentielle, le slogan « une génération pour sortir du nucléaire ». Une sortie progressive donc, en 20 ou 30 ans. Le réseau sortir du nucléaire, qui croit qu'un rapport de force réel s'apprécie au nombre d'associations adhérentes, pour n'en décevoir aucune tout en ne les satisfaisant pas toutes, réclamait « une sortie la plus rapide possible ». Tout ce beau monde portait l'essentiel de son effort sur le non renouvellement du parc nucléaire français, en tenant pour acquis que les centrales en activité finiraient bien par être arrêtées quand elles auraient atteint la limite d'âge. Depuis la décision de construire l'EPR a été prise et la durée des centrales en activité prolongée de 10 ans. Dans ces colonnes, comme ailleurs, nous n'avons pas cessé de dénoncer les illusions entretenues par les Verts et le Réseau. Une seule option réaliste est possible : l'arrêt immédiat du nucléaire civil et militaire. Et ce ne sont pas les exemples suédois et allemend qui vont nous donner tort.

Scylla

Voter Ségo contre Sarko ? Et puis quoi encore !

Voici plus de six mois que les médias nous bassinent avec le « phénomène Ségolène » ; la popularité de ladite est allée crescendo largement grâce à eux, la mettant dans les sondages au second tour de 2007 en tête devant n'importe quel concurrent. Cela nous promet bien du plaisir pour les semaines à venir* : pas fini de bouffer les Ségo-Sarko qu'on nous sert déjà à la louche, sur tous les terrains et dans toutes les tenues, étant donné qu'ils se suivent à la plage comme à l'étranger ou dans les régions.

DU BON USAGE DE L'ANTIFASCISME...

La « bataille » finale entre la PS et le UMP, si elle a lieu, aura sans doute un caractère moins « dramatique » que celle de 2002 entre l'escroc-mais-défenseur-de-nos-institutions Chirac et l'immonde-salaud Le Pen, puisque les deux candidats en lice s'affichent « démocrates ». Mais Le Pen a-t-il jamais prôné ouvertement un changement de régime ; et quelle différence y a-t-il entre Sarkozy et lui, au fond, sinon que la valorisation par le premier du cadre républicain existant et sa place à la tête d'un parti dominant lui permettent de faire passer plus facilement que le second dans la société française les mêmes idées sécuritaires ? Idem pour « Ségolène », allègrement dans le sillage de l'actuel ministre de l'Intérieur sur de telles idées : si son appartenance politique et son sexe sont présentés par ses partisan-e-s comme les garanties d'un avenir meilleur que ne l'est le présent avec lui, la bouffonnerie du propos saute au nez dès qu'on se penche sur la réalité de son « socialisme » et de son « féminisme ». Et on touche là à l'aberration d'un système où des candidat-e-s prétendant vouloir en éliminer un autre pour le danger « fasciste » qu'il représente ne voient rien de plus payant que de reprendre à leur compte ce qui fait son succès...

En effet, ayant tous deux tiré les leçons de la coupure entre les élites et le peuple, rendue criante notamment par le « non » au référendum, Ségo et Sarko s'efforcent d'offrir une triple proximité : langagière, avec le désir d'user d'un vocabulaire compréhensible par l'électorat ; physique, en se mettant en scène au milieu des gens ; thématique, autour de l'autorité ou du pouvoir d'achat. Ce faisant, ils pénètrent dans le camp l'un de l'autre : lui avec la fin de la double peine ou la « discrimination positive », elle avec la nation et la sécurité. Au final, c'est dans l'électorat de Le Pen qu'ils obtiennent leurs meilleurs scores (les propositions de Royal sur la délinquance y sont selon les sondages plébiscités à plus de 80 %).

Certes, à l'approche du scrutin, « Ségolène » met en sourdine et/ou un bémol à certaines de ses positions connues. Ainsi, elle déclarait (*Le Monde*, 12/5/05) : « Ce n'est être ni homophobe ni réactionnaire que d'estimer que des opinions réservées sur le mariage homosexuel sont légitimes et respectables (...). S'il s'agit d'une confusion des repères et d'une provocation injustifiée des convictions familiales et religieuses, non ». Elle dit à présent préférer juste l'« union » au « mariage » pour ne pas bousculer les repères traditionnels, car « la famille, c'est un père et une mère » (*Le Parisien*, 23/2/06). Elle a dans le même temps voté au dernier congrès PS la motion Hollande pour le mariage et le droit à l'adoption des couples homos, sans faire de pub autour autrement qu'auprès des intéressé-e-s.

Mais si elle lance encore quelques petites phrases qualifiées par la presse de « provocatrices » — par exemple, après la proposition de supprimer la carte scolaire « pour arrêter les hypocrisies : il n'y a plus de mixité sociale », celle de créer des jurys populaires pour juger les élu-e-s —, elle a jusqu'ici réalisé le parcours presque sans faute de la dame souriante, au-dessus des passions comme des basses attaques puisqu'elle vise à incarner la France. Répugnant visiblement aux confrontations directes (tels les débats internes du PS) qu'elle considère comme autant de pièges, elle cherche en effet toujours à négocier les conditions de s'exprimer posément sans avoir à débattre ; elle a fait le tour des fédérations en usant de ce mode, au grand dam de ses adversaires, et le camp de DSK a dénoncé à juste titre son contournement du vote des militant-e-s pour s'imposer par les sondages et les médias. Cette répugnance explique sans doute sa réaction exceptionnellement agressive contre la jeune militante qui l'interrogeait en réunion publique, cet été, sur sa critique des 35 heures : au lieu de répondre à sa question, elle l'a accusée d'être instrumentalisée par l'homme assis à son côté ! Mais même cette attitude ne lui a pas forcément nui : faire montre d'autorité face à une écervelée, manipulée ou non, n'est pas mal vu à droite... ou même à gauche, et peut passer autant pour un simple accès d'humeur que pour un pétage de plomb révélateur d'une certaine paranoïa.

On pourrait arguer que la politicienne Royal ne fait pas davantage que les autres politicien-ne-s : elle se vend en usant de ses atouts, en calculant au plus rentable ; que le choix du « moins pire » est de toute façon, peut-être ou sans doute, le plus fréquent dans une élection. Mais, d'une part, un certain nombre de nos proches ou prétendu-e-s tel-le-s sont susceptibles de nous refaire bientôt le coup du « fascisme », comme en 2002, en allant mettre un bulletin dans l'urne ou même en appelant à le faire ; d'autre part, la démarche sera pour eux-elles plus facile, ou moins désagréable, que précédemment étant donné que Royal est... une femme, et étiquetée socialiste, donc susceptible de susciter en eux-elles quelques illusions « malgré tout », parce que, entend-on déjà ici ou là, aucune candidate ne s'est encore trouvée en situation de gouverner dans l'hexagone.

... MAIS PLUS ENCORE DE L'ANTISEXISME

Voilà bien le genre d'illusions à dénoncer : Royal serait mieux « parce que » femme ? Et pourquoi donc ? Depuis quand s'intéresse-t-elle à la condition des femmes, d'ailleurs ? On est passé de ses déclarations genre : « Si l'égalité n'est pas encore acquise, les valeurs féminines n'ont plus honte de s'affirmer. Le désir d'enfant a remplacé l'IVG et la morale du libre choix supplante l'égalitarisme

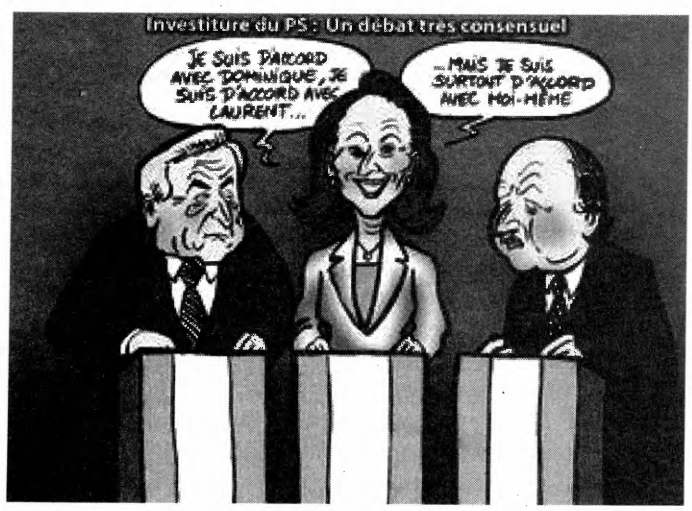
obsessionnel » (*Le Monde* du 10/3/90), où elle enterrait les féministes ringardes au profit des « femmes battantes », à l'affirmation, par les chantres de son comité de soutien « Femmes d'avenir », de son féminisme à tout crin. Pourtant, de son action précédente au gouvernement, hormis la décision d'autoriser la délivrance de la pilule du lendemain dans les établissements scolaires du second degré, on ne lui connaît guère qu'une mesure de congé parental pour les... pères. Or, aujourd'hui, non seulement elle utilise à fond le mot « femme » comme argument électoral, pour se poser en victime (on l'attaque parce qu'elle est une femme...), mais elle use de sa féminité comme aucune autre candidate à la présidence.

Et ça risque de payer : beaucoup de femmes et même d'hommes, de la gauche à la droite modérées, effrayés par les prises de position virulentes d'un macho « facho », c'est-à-dire ultrasécuritaire, peuvent leur préférer le ferme mais courtois discours d'une sécuritaire se parant de « féminisme ». Pourquoi pas donner sa chance à une femme, pour « changer », nous disent par exemple les frères Cohn-Bendit, appelant à choisir celle-ci afin de lutter « contre le machisme ». On croit rêver !

Bien sûr que certains adversaires de Royal — en particulier au PS, jusqu'à présent — sont capables et font preuve de sexisme en mettant en doute sa compétence voire son intelligence, ou en pointant son autoritarisme et son arrivisme. A la vérité, elle n'est ni plus « incompétente » ou plus bête, ni plus dictatoriale ou plus opportuniste que la plupart de ses collègues. Elle a la formation requise (sciences éco, sciences-po, ENA...) et une pratique d'élue (dans les instances régionales et gouvernementales) ; surtout, comme n'importe quel-le responsable politique, elle possède tout un staff qui planche activement pour elle... et si elle était à l'Elysée elle serait moins encore « perdue », parmi sa foule de conseiller-ère-s ! Le gag, par rapport aux attaques de ce genre dont elle fait l'objet, étant que d'après un sondage (BVA/*Les Echos* du 10/10/06) elle est jugée plus crédible que ses deux rivaux sur tous les sujets économiques (défense du pouvoir d'achat, création d'emplois...) ! Quant à son caractère, elle a prouvé sans mal qu'elle en avait en traînant son père en justice pour son refus de subvenir aux besoins de sa famille ; et quant à son ambition forcenée, elle avoue paraît-il sans complexe avoir pour modèle de référence... Jeanne d'Arc (*Challenge* du 12/4/06 — encore un bon point aux yeux de l'extrême droite). Cependant, une forte personnalité et un ego surdimensionné sont les conditions *sine qua non* pour réussir en politique, on le sait, et lequel de ces messieurs n'a pas les dents qui rayent le parquet pour arriver à ses fins ?

Mais si pareilles critiques ne tiennent pas, la manip médiatique qui fait hurler les concurrents socialistes de Royal n'en demeure pas moins vrai, puisque son actuel succès tient sans doute au moins autant à l'efficacité de sa campagne publicitaire qu'à l'expression de ses convictions en matière économique et politique et en sa capacité à les défendre — donc à la forme plus qu'au fond ; du spectacle et de la « communication », une agitation tout aussi people que celle de... Sarkozy, là aussi.

On l'a dit, Royal a surtout jeté jusqu'ici, en direction (au moins) de la droite, quelques formules propres à lui



plaire, mais qui, parce qu'elles hérissaient le poil de pas mal de ses « camarades », ont entraîné une rapide pondération de son compagnon Hollande, au nom du parti, tandis qu'elle-même se mettait en mode silence. Et quand elle ne veut pas répondre à une question, « Ségolène » a plein de ressources, depuis « Chaque chose en son temps » (sur l'immigration), « J'ai besoin de réfléchir à un sujet aussi important » (sur l'international), « Il faut arrêter de parler de ce qui va mal » (sur la Corse), « Mon opinion est celle du peuple français » (sur l'élargissement de l'Europe à la Turquie)... jusqu'à sa « réflexion d'une mère » qui se refuse à instrumentaliser les « questions de société » pour faire « dans le coup » (sur le mariage des couples homos) — et là, elle ne manque vraiment pas d'air, la super-spécialiste de tels sujets ! Enfin, l'ultime recours, quasi imparable en ces temps de parité (de façade) obligatoire : « Poseriez-vous la même question à un homme ? »

Double profit de telles opérations : il en reste toujours quelque chose dans les têtes, et en même temps c'est pas le PS qui l'a dit et puis elle était pas officiellement en campagne, alors...

TOUTE LA PANOPLIE DU SOCIALISME « MODERNE »...

Pour notre part, ce n'est sûrement pas sur l'aptitude de S. Royal à gouverner ni sur son absence de positions qu'on lui portera la critique et la combattra, mais sur sa pensée même. Car des idées solidement ancrées, elle en a dans bien d'autres domaines que la vie quotidienne, et certaines de ces petites phrases que l'on nous présente si facilement comme une « dérive » préélectorale populiste en sont le reflet direct. Les calculs opportunistes qu'il y a évidemment chez la candidate PS résident donc en fait surtout dans sa prudente réserve là où elle sait qu'elle a intérêt à ne pas trop s'avancer pour l'heure : en résumé, son blairisme *(voir encadré)*, mélange de libéralisme sur le plan économique et de conservatisme sur le plan social.

Favorable à la croissance, « Ségolène » a défendu avec vigueur le « oui » au traité constitutionnel européen ; elle estime qu'« il peut y avoir dans la libre concurrence des facteurs de progrès si elle est corrigée énergiquement dans ses effets pervers et régulée pour être mise au service du progrès », et que c'est la « mission de la gauche ». Après quoi, à qui lui parle de la situation économique catastrophique des smicards et autres précaires, elle propose... des « cours particuliers gratuits » pour leurs enfants — rien contre la précarité, le surendettement, la spéculation immobilière, la hausse des impôts locaux ou du prix du gaz (« Le grand journal », Canal +, 11/4/06).

Par ailleurs, Royal, qui mène comme Sarkozy une campagne « à l'américaine » (grâce à son bras droit Nathalie Rastoin, directrice générale du groupe publicitaire — US — Ogilvy qui bosse pour Nestlé and Co.), est plus encore que lui appréciée du gouvernement Bush : c'est la candidate à défendre, pour son fervent atlantisme. Voir, pendant l'intervention d'Israël au Liban cet été, sa réflexion qualifiée à tort de « bévue » sur Clinton, à qui on devrait faire appel pour « renouer le fil du dialogue ». Voir aussi sa faible participation aux grandes manœuvres du PS pour s'attacher la communauté arménienne, à propos de l'élargissement européen à la Turquie — un élargissement souhaité par

Du blairisme au « budget participatif » en Poitou-Charentes

S. Royal reprend dans une large mesure les idées préconisées par un courant politique allant de Clinton à Blair. Le blairisme a selon elle été « caricaturé en France », et elle loue les mesures prises par le Premier ministre anglais concernant l'emploi des jeunes, qui sont fondées sur une flexibilité accrue. Rappelons que, pour Blair, la lutte des classes est dépassée, et il s'agit de ramener la social-démocratie à la réalité du présent : le citoyen doit être désormais à même de décider de sa vie en société et d'assumer ses responsabilités grâce à un nouveau « partenariat » avec l'Etat, chargé d'apporter des garanties et non plus de chercher à régler tous les problèmes, selon les vieux préceptes de la social-démocratie. Cette *life politics* propose d'« élaborer la politique ensemble », en partant des problèmes du quotidien et en brisant — symboliquement — la distance entre celui qui sait et celui qui doit savoir, sur l'argument que chaque citoyen est porteur d'une vérité, d'un fragment d'expérience et de savoir. Elle rejoint par là la philosophie des blogs, où la connaissance de chacun-e est communiquée aux autres... et elle a débouché en Grande-Bretagne sur une concentration du pouvoir sans précédent entre les mains de Blair.

En France, on a vu « Ségolène » (prétendre) confier aux internautes de son site « Désirs d'avenir » le soin de lui rédiger un programme. Elle pratique aussi dans sa campagne une technique politique appelée « triangulation politique », mise en œuvre par Clinton avant d'être reprise par Blair, et selon laquelle la droite étant politiquement et sociologiquement plus forte que la gauche sur certains sujets, la gauche ne peut arriver au pouvoir en ignorant ou attaquant frontalement les valeurs de cette droite ; mieux vaut donc s'approprier certaines de ses thématiques, et conquérir à droite un espace auquel on donnera une allure de gauche. D'où les recettes ségoliennes contre l'insécurité et autres...

Quant à la « démocratie participative », si branchée puisque lancée via Internet, si on nous la présente souvent comme émanant de Porto Alegre, on en retrouve également trace dans le blairisme. S. Royal se vante de l'appliquer en Poitou-Charentes pour « concerter » élèves et professeurs sur le budget des lycées. En vérité, on fait croire à ceux-ci qu'ils ont un pouvoir de décision alors que c'est la présidente de région, surnommée Zapaterreur ou Egolène pour ses évidentes dispositions à déléguer un tel pouvoir, qui tranche sur tout. Elle n'en propose pas moins, comme « remède à la crise du politique », de généraliser cette « démocratie » à travers la décentralisation dans les régions, où les « citoyens experts » seraient consultés au niveau local — et non national — sans pouvoir davantage décider de quoi que ce soit.

Dans le Poitou-Charentes, Royal a donné priorité à l'environnement et à l'éducation ; cependant, la droite a beau jeu de dire que ces deux secteurs bénéficiaient d'un financement équivalent avant sa présidence. Quant à ses autres innovations, elles se réduisent fréquemment à des effets d'annonce. La « gratuité des livres scolaires » se traduit par des chèques-livres de 70 euros, alors qu'ils valent près du double et que le département de l'Indre voisine, de droite, les offre réellement depuis des années ; la paire de charentaises qui devait être fournie aux internes en début d'année pour relancer cette industrie n'a toujours pas atteint leurs orteils ; le « ter à 1 euro » a duré le temps de la pub faite dessus. En revanche, si les plans de licenciement qui se multiplient dans les entreprises de la région (lingerie Aubade, surgelés Marie...), et auxquels « Ségolène » déclare s'opposer, seront peut-être suspendus quelques mois en raison de leur malencontreuse coïncidence avec la présidentielle, le personnel menacé se fait — à juste titre — peu d'illusions sur leur caractère effectif.

les Etats-Unis pour rapprocher l'Union européenne de l'OTAN.

Bien sûr, lorsqu'on pense à Sarko, on peut éprouver quelque jouissance à l'idée qu'il se prenne une grosse claque, même juste électorale. Mais qui, parmi les gens s'affirmant révolutionnaires, pourrait se satisfaire également d'avoir contribué, par son vote, à la victoire d'une concurrente défendant le même programme sécuritaire et libéral, à l'enrobage près ? Se consoler vraiment avec cet enrobage plus soft, ce « politiquement correct » de la candidature Royal qui favorise l'absorption de l'amère pilule proposée dessous ? Le bouquet, c'est que « Ségolène » base son « autre façon de faire de la politique » (?) sur sa seule appartenance sexuelle (il est vrai que Chirac avait en 2002 promis de « faire du social » : tout est permis...) ; Mme Thatcher a pourtant montré en son temps ce qu'est capable de faire une femme, tout-comme-un-homme, en matière de répression...

Mais, au fait, quand a-t-on entendu « Ségolène » se positionner autrement qu'en défenseuse de valeurs réacs ? Sur la famille, l'éducation, l'emploi ou la sécurité, les relents poujadistes de ses « messages aux citoyens experts » ne doivent pas trop la gêner.

TRAVAIL : « Il est temps de redonner de la valeur au travail », « Il faut donner aux jeunes le sens de l'effort et de la réussite. » Si elle est comme les autres socialistes pour une hausse du SMIC, Royal ajoute que personne « ne doit être payé à ne rien faire ». Elle considère que le CDI n'est plus la norme (sur la question, les motions Hollande, Fabius et Aubry se rejoignent au PS : il faut que les jeunes commencent avec un CDD et une formation en alternance, situation qui peut durer jusqu'à cinq ans pour les emplois-jeunes, et ensuite on doit (?) leur faire un CDI). « Ségolène » n'a pas participé à la mobilisation contre le CPE : non seulement elle n'a jamais manifesté, à l'inverse d'autres leaders du PS, mais de plus elle était pour la suspension, pas pour le retrait du CPE. Et quand elle parle de « concilier performance économique et justice sociale » pour rompre le « déséquilibre ravageur » entre le capital et le travail, elle avoue qu'il s'agit là plus d'une « méthode » que d'un catalogue de propositions.

Concernant les 35 heures, elle n'exclut pas de nouveaux assouplissements de la loi (*Les Echos* du 22/5/06) ; si les médias lui ont prêté une « critique de gauche » de la grande création socialiste, parce qu'elle a dit défendre les gens qui « ont souffert des 35 heures » en pointant « un spectaculaire assouplissement du temps de travail (...) et une flexibilité accrue » au bas de l'échelle des qualifications et des statuts, elle est en fait surtout pour que « ceux qui veulent travailler plus puissent le faire », comme cela arrange le patronat. Enfin, favorable à un syndicalisme de masse, elle propose de le créer par une « adhésion obligatoire au syndicat de son choix » qui laisse les Thibaud pantois (*Les Echos* du 18/5/06).

FAMILLE : La lutte contre la précarité doit permettre de mieux se consacrer à la famille et d'« éduquer correctement les enfants ». La ministre déléguée (de 1997 à 2000) à l'Enseignement scolaire Royal a fait campagne pour durcir les sanctions contre les pédophiles (en renforçant l'obligation de signalement et imposant que les fonctionnaires mis en examen soient suspendus et non simplement mutés) ; elle a lancé à la rentrée 1998 une expérimentation, qui a tourné court, d'internats à la campagne pour ados des villes perturbateurs ; elle a intimé aux juges d'« écouter la parole des enfants » pendant l'affaire Outreau. Elle a dit, le 31 mai à Bondy, vouloir « recadrer » les délinquants et « remettre au carré » les familles par une « reprise en main lourde », avec placement d'office, au niveau du collège, des élèves « qui font la loi et pourrissent la totalité d'un établissement scolaire » dans des « internats-relais » ; puis, à partir de 16 ans, dans

« des établissements à encadrement militaire » au premier acte de délinquance, pour compenser l'« erreur » d'avoir supprimé le service militaire. Elle se vante d'avoir fait intégrer dans le projet PS pour 2007, une première dans un texte socialiste, la mise sous tutelle des allocations familiales, décidée par les juges quand les jeunes ne remplissent pas leurs « obligations scolaires ».

En 1998 et 2001, Act-Up a dénoncé les préjugés puritains de la ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance Royal, sous la présidence Jospin, et la censure qu'elle a exercée contre des campagnes de prévention du sida dans les écoles et collèges, sous prétexte que la présentation trop crue des diverses sexualités incitait à la débauche.

PATRIE : Sur les thèmes de la nation et de la République, Royal s'est montrée le 29 septembre aussi inspirée que Sarkozy. « Plus les insécurités quotidiennes et sociales et les précarités gagnent du terrain, plus les Français ont mal à la France ; et *plus ils s'inquiètent de la pérennité de la nation, moins ils sont portés à la vouloir généreuse avec les siens et hospitalière avec les autres.* (...) Le drapeau tricolore et la Sécurité sociale, l'emblème de la République et les outils de solidarité, voilà ce qui cimente en premier lieu l'appartenance commune », etc.

... ET PRESQUE AUTANT D'HABITS QUE DANS LA GARDE-ROBE DE BARBIE !

Pour faire passer le « renouveau de la politique », la candidate socialiste privilégie, dans son jeu de cartes, celle de la dame, et l'utilise comme si elle était l'unique femme à être en lice. Et ses partisan-e-s ainsi qu'une bonne part des médias s'ingénient à nous convaincre qu'il n'y a en effet qu'elle, alors que de plus en plus de femmes sont désireuses de s'essayer aux plus « hautes fonctions » partout dans le monde et que la France ne fait pas exception. Sur tout l'éventail partidaire, on trouve des figures féminines briguant la présidence de la République — même si c'est un gros morceau, pas évident à faire digérer par l'électorat français. Mais si, pour 2007, les candidates ne manquent pas — M.-G. Buffet, A. Laguiller, D. Voynet... M. Alliot-Marie — aucune ne se sert de son sexe d'une façon aussi limite putassière que « Ségolène » (à noter d'ailleurs que si elle a porté plainte avec une rare promptitude après s'être fait entarter, elle a laissé tomber les poursuites contre *VSD* ou *Le Parisien* pour leur publication de photos « non autorisées » la montrant en maillot de bain l'été dernier). Elle la joue femme-femme, sourire Gibbs scotché au visage, à la recherche de compliments sur sa silhouette comme sur son look... revu pour l'occasion, puisqu'elle a délaissé sa tenue catho intégriste de naguère au profit d'un style bourge classique avec un rien de fantaisie décontractée. Le BCBG de gôche. Et elle nous le sert avec un sacré numéro d'actrice, puisqu'elle réussit à mélanger plusieurs registres, et à apparaître tour à tour en femme séduisante et séductrice presque à la portée de tout le monde, en dirigeante à l'allure de patronne, en mère de famille tellement préoccupée par « ceux qui souffrent » ou en militante socialiste authentique.

Or, parce que M.-G. Buffet remarque à juste titre : « La bonne question à se poser pour savoir si c'est une bonne candidate n'est pas celle de son sexe, mais quel projet elle défend », ou que M. Aubry souligne que la présidence de la République n'est pas affaire de mensurations, les deux vilaines se font traiter de « sexistes » par les pro-Ségo. On re-croit rêver !

« Ségolène » montre une parfaite maîtrise du Net, avec son « forum participatif » — autant que des médias, c'est dire. Image de la femme moderne s'adressant aux internautes forcément aussi modernes, à travers sa campagne « Désirs d'avenir ». Car il y a l'enjeu des 60 000 nouveaux adhérents au PS : d'après un questionnaire qu'a envoyé ce parti par Internet, ce sont surtout des hommes, quadras, avec pour moitié un bac + 3, donc bien la clientèle classes moyennes, consommatrices et communiquantes à se laisser attirer par son chant. Ils-elles n'avaient, à 90 %, jamais adhéré à un parti ; l'ont fait, aux deux tiers, pour « peser sur le choix du candidat PS » ; se positionnent en supporteurrice-s désireux-ses de nouveauté bien plus qu'en militant-e-s... et raisonnent semble-t-il souvent en politique comme des tambours, à coups de slogans publicitaires. Ces nouveaux arrivants ont créé beaucoup d'animation au sein du parti, où on les a fortement incités à se faire vite connaître d'une fédération afin de pouvoir choisir le-la candidat-e à la présidentielle en novembre, tout en appréhendant ce qui va sortir de leurs chapeaux.

Mais S. Royal, qui a de nombreuses cordes à son arc, tient aussi le discours de la ménagère recommandant une réduction du train de vie de l'Etat, notamment par une « vraie décentralisation », contre le gaspillage ; de la mère soutenant sa famille et le peuple contre les politiciens (!), en accusant ces derniers de pratiquer la langue de bois — comme si elle-même faisait plus concret et clair avec ses formules attrape-tout et jargonnantes type « expertise citoyenne ». Elle a tout un vocabulaire moralisateur (ce qui est « bon » et « bien ») sur la politique, la défense du citoyen... et elle a récemment volé au secours des opprimés avec un « ordre juste » qui constitue le thème central de l'encyclique de Benoît XVI diffusée voici quelques semaines.

Enfin, tout en se démarquant sans cesse de son parti (une fois de plus comme Sarkozy), elle se présente en militante socialiste quand ça l'arrange. L'appareil du PS la gêne, mais elle ne peut s'en passer. Alors, aux débats internes qui se déroulent, elle force le trait de son discours à gauche, contre les « capitalistes » et les « banques », pour essayer de séduire la vieille garde et le camp du « non » au référendum — sans revenir en quoi que ce soit sur les idées sécuritaires et le « refus de l'assistanat » formulés à l'intention de la frange des classes moyennes qui connaît ou craint aujourd'hui un déclassement économique et culturel.

En conclusion, quelles que soient les forces en présence, on ne se laissera pas piéger par une alternative se résumant à élire « la » femme plutôt que n'importe quel homme, la « gauche » plutôt que la droite. Rien à fiche d'avoir pour « Président » une « Présidente » dans ce système capitaliste et patriarcal ! Et tant pis si, en ne votant ni « Ségo » ni « Sarko », les uns se feront traiter de « machos » et les autres de « traîtresses » : nous ne sommes pas du même monde et nous ne voulons pas du leur.

Vanina

* Si par quelque hasard extraordinaire, vu la tournure des événements, Mme Royal n'obtenait pas l'investiture du PS, ce texte aurait au moins servi de défouloir contre la ségolémania galopante.

Tract

Pas de tri parmi les sans-papiers

DES ENFANTS ARRÊTÉS AU SEIN MÊME DE L'ÉCOLE, des familles cachées par leurs voisins... A Aubervilliers, après une descente de police dans un atelier, un travailleur tombe du toit en prenant la fuite dans la cour même de l'école... le tout faisant suite aux images de files d'attente des familles devant les préfectures cet été. Pourtant, la chasse aux sans papiers a bien commencé depuis plusieurs années déjà. Rappelons-nous les 23.000 reconduites à la frontière de l'année dernière, dont Sarkozy n'était pas peu fier. L'Etat a ainsi initié la fabrication massive de sans-papiers par le durcissement de la législation : l'immigrant légal d'hier devenant un immigrant clandestin aujourd'hui. La politique du gouvernement n'a pas changé de direction. Elle a juste continué un peu plus loin son chemin, profitant de la relative apathie de la société française (voire de la sympathie d'une partie d'elle) qui ne lui permettait sans doute pas de prévoir l'ampleur des réactions actuelles.

DES RÉSISTANCES LOCALES À LA CHASSE AUX CLANDESTINS

LA CLASSE POLITIQUE DANS SON ENSEMBLE, avec la complicité des médias, désigne les travailleur-se-s immigré-e-s arrêtés pour être expulsés comme des «clandestins», autant dire voyous ou délinquants. L'immigration est traitée comme un problème économique et statistique et non pas comme une question humaine. En réduisant les immigrés ayant des problèmes administratifs à des statistiques, le pouvoir leur a retiré leur qualité d'être humain. Mais à ne voir que des statistiques, des objets économiques et de la marchandise électorale, le gouvernement en a oublié une réalité simple : quand «le chiffre à atteindre» se trouve passer par le copain de votre fils ou la voisine qui rentre de l'école avec vous, derrière la statistique apparaît un être humain. La politique de répression des immigrés tacitement acceptée jusque-là apparaît pour ce qu'elle est : une politique inhumaine.

Depuis les mots d'un premier Ministre socialiste, il y a vingt ans, expliquant que «la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde» jusqu'à aujourd'hui où la police arrache des enfants à la maternelle pour les expédier en avion, la traque devient toujours plus forte et plus fine. Les dernières propositions de Sarkozy s'attaquent désormais au regroupement familial. On pourrait croire qu'il s'agit d'empêcher un étranger de faire venir sa famille : pas du tout, ça, c'est déjà fait depuis longtemps. Nous sommes déjà à l'étape d'après : empêcher les familles franco-étrangères de s'installer en France. L'étranger est alors traqué au coeur même de la République, dans les écoles.

DES PAPIERS POUR TOUTES ET TOUS

LA REVENDICATION «DES PAPIERS POUR TOUS» prend alors tout son sens, bien qu'elle apparaisse irréaliste ou dangereuse à la majorité des militants qui luttent contre les expulsions de familles. Pourtant, l'irréalisme est bien de croire qu'on peut pourchasser des «clandestins» en épargnant les familles. Les clandestins ne sont jamais isolés. Ils ont tous une histoire, des attaches, sont venus pour se construire une vie, donc une famille.

En même temps que se massifie la fabrication de clandestins par des lois toujours plus dures, que s'aggrave la chasse aux sans-papiers, s'est glissé un discours sur des populations qui seraient inassimilables.

Et c'est maintenant des enfants français de ces immigrés dont on veut se débarrasser. En même temps que l'on traque les sans-papiers, en même temps que le pays proclame son hostilité aux étrangers, on se met à traquer la part d'étranger qui sommeille dans la majorité des citoyens français. Est aujourd'hui désigné comme bouc émissaire le «jeune sauvageon des banlieues» comme autrefois ses aieux étaient désignés comme «sauvages» (bons ou mauvais) à civiliser, et surtout à exploiter. Cette stigmatisation comme «jeunes de banlieue», «jeunes issus de l'immigration», sousentendu en échec scolaire, sur le chemin de la délinquance ou encore candidats potentiels à l'islamisme ouvre la voie à la même gestion statistique et policière que la gestion de l'immigration.

C'est dès le départ qu'il faut s'opposer à cette logique infernale, dès les premiers mots, en refusant de qualifier de célibataire un père de famille dont les siens sont restés au pays, en refusant de qualifier de clandestin un exploité qui a des soucis administratifs, en refusant de hurler avec les loups sur des jeunes sans repères sans même les connaître.

Parce que, quand on commence à assimiler une population à un problème, les logiques répressives, d'exclusion suivent toujours.

Nos revendications sont peut-être, sûrement même, maximalistes et utopistes, mais ce qui est irréaliste, c'est de soutenir que ce système peut être humain.

LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION

OCL Paris
OLS
CGA 93

BIG BROTHER

LE FICHAGE DES ENFANTS À L'ÉCOLE

Au cours des deux dernières années scolaires, un nouveau système de saisie et de gestion informatique de données concernant les élèves des écoles maternelles et élémentaires, a été mis en place et expérimenté dans plusieurs départements-pilotes dont la Marne, les Pyrénées Orientales, etc.
Il s'appelle « Base-élève »

Au cours de cette année scolaire, il sera étendu à plus de la moitié des départements, avant d'être généralisé à tout le pays en septembre 2007.

Le fonctionnement du système est le suivant : La famille remplit une fiche papier composée d'une partie « état-civil » de l'enfant et des parents (ou responsable légal). Qui contient :

-Les identités, les adresses, les numéros de téléphone domicile/ portables / travail, professions des parents.

Mais aussi les « origines géographiques de l'enfant » (pays d'origine, date d'arrivée en France).

Ces données sont saisies par le Directeur de l'école.

Mais ce n'est pas tout. A cela s'ajoutent deux autres volets : Un volet « Cursus scolaire » comportant :

Des éléments de la scolarité actuelle de l'élève dont l'absentéisme signalé, mais aussi langue vivante, langue et culture d'origine.

Des informations périscolaires (cantine, études, garderies…)

Des informations sur la scolarité antérieure.

Enfin, le dernier volet concerne les « besoins éducatifs » de l'enfant qui jusqu'ici restaient confidentielles : suivis RASED (Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté), projet d'accueil individualisé, etc.

Toutes ces données (familiales, sociales, scolaires, origine, ..) seront transférés par les directeurs d'école à l'Inspecteur de l'Education Nationale de son secteur, à l'Inspection Académique, puis au Rectorat, pour terminer, via Internet, dans un fichier national. A noter, et là cela rejoint le projet de loi sur la « prévention de la délinquance », que certaines de ces données seront transmises au Maire de la commune qui pourra ainsi, si ce projet de loi passe, demander des sanctions (amendes, suppression ou suspension des allocations familiales).

Alertés, des responsables syndicaux de syndicats enseignants du premier degré en rigolent ! D'après eux, « Base-élèves » serait sécurisé. Au niveau national, seul le syndicat SUD des Pyrénées Orientales a pris conscience de ce fichage et de ses conséquences pour, entre autre, les enfants scolarisés de parents sans papiers. Ce syndicat a été relayé par la section de Toulon de la Ligue des Droits de l'Homme. ET C'EST TOUT !

Question sécurisation, il y a bien des questions à poser : Chaque directeur d'école n'a accès qu'aux données personnalisées des élèves de son secteur, de même pour l'inspecteur dont il dépend. Quant à l'Inspection Académique, elle aura accès aux données des élèves du département. Le rectorat et le ministère n'auront accès qu'à des données anonymes centralisées à Orléans dont l'anonymat pourra être levé en fonction des besoins de l'administration, y compris préfectorale. Nous voilà rassurés !

En y regardant de plus près, on s'aperçoit que l'adresse fournie par les parents sera vérifiée par la mairie et… la fiche ne peut-être validée que s'il y figure la nationalité de l'enfant et des parents.

L'Education nationale est donc en train de bâtir l'outil permettant déjà de repérer les élèves scolarisés dont les parents sont sans papiers et qui font tant de bruits depuis plus d'un an. A ce sujet, l'Inspecteur de l'Académie des Pyrénées Orientales ne s'en est pas caché en déclarant qu'il deviendra « la plus grande source d'information sur l'immigration » !

Mais, vu le contenu de « Base-élèves » et le contenu de la loi sur la « prévention de la délinquance » ce fichage s'inscrit aussi dans le repérage des enfants qui ne sont pas tout à fait dans la norme, et ceci dès la maternelle. Les enseignants seront donc, comme tous les travailleurs sociaux, des acteurs de la surveillance et de la pénalisation de tout ce que l'Etat décrète comme anormaux (petite délinquance, enfants en échec scolaire, enfants ayant des problèmes graves de santé physique ou mentale, enfants maltraités, ….). Il est grand temps de réagir !

CHASSE AUX ENFANTS

Des inspections académiques recherchent des élèves dont les parents sont sans papiers. C'est ainsi, par exemple, que l'inspection académique des Pyrénées Orientales a envoyé aux écoles le mail suivant :
« Suite à une enquête lancée par le commissariat de police de Perpignan, avec l'accord de monsieur le procureur de la République, pouvez-vous me dire, le plus rapidement possible, si l'enfant ……..
Né le ……
à Perpignan est scolarisé dans votre établissement. (Ne répondre que dans l'affirmative) ».

LES RESTOS DU CŒUR MIS À CONTRIBUTION PAR L'ETAT

Nous avons appris que les Restos du Cœur avaient été prévenus que si un fonctionnaire de police chargée des expulsions se présentait dans un centre avec une commission rogatoire, il fallait que le centre prévienne l'association départementale mais qu'il serait extrêmement difficile d'opposer un refus aux demandes policières.

GRANDE-BRETAGNE : PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE AVANT LA NAISSANCE !

Tony BLAIR, encore Premier ministre britannique, a dévoilé dernièrement son intention de mettre en œuvre des mesures contraignantes de lutte contre les comportements antisociaux chez les enfants … avant leur naissance. Sur la base d'une évaluation basée sur certaines caractéristiques (consommation de stupéfiants, alcoolisme, troubles mentaux, mère adolescente, …), les parents pourraient être contraints à un suivi par les services sociaux dès le stade de la grossesse. Cela va encore donner des idées à Ségolène Royale !

A AULNAY-SOUS-BOIS : LES LIEUX DE DÉLINQUANCE FICHÉS EN RÉSEAU

Les Assises nationales de la sécurité urbaine se sont tenues le 11 octobre dans cette ville de la région parisienne de 80700 habitants. Ces assises sont considérées comme un laboratoire des politiques de la ville.

L'Observatoire de la tranquillité publique de cette ville y a présenté un logiciel de cartographie appelé Corto. En un clic, il permet par exemple de visualiser les 381 rassemblements de halls d'immeubles répertoriés en janvier 2006, et leur concentration. Largement utilisé depuis deux ans dans le cadre du Contrat Local de Sécurité, Corto recense « les atteintes à la tranquillité publique » les plus diverses, des vols avec violence jusqu'aux injures. Depuis deux mois, cet outil déclaré à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, connaît un nouvel essor puisqu'il intègre les statistiques de délinquance sur la voie publique transmises chaque semaine par la police nationale. Ces données sont juxtaposées (l'agrégation des données est interdite) aux chiffres fournis par la police municipale, les pompiers, les gardiens d'immeubles des bailleurs sociaux, les transporteurs (RATP, SNCF, Bus, …), l'Education Nationale et les agents municipaux !

Pour le responsable de l'Observatoire, seul habilité à manier ce logiciel, il ne s'agit pas d'encourager la délation puisque « on ne travaille pas sur des noms mais sur des lieux d'infractions ». Les visualisations des infractions ou incivilités, leurs fréquences et horaires permettent « d'adapter plus efficacement les moyens d'action ».

Mais la ville a l'ambition d'aller plus loin, en demandant aux centres sociaux de participer. Les 12 agents de médiation et de prévention de la ville transmettent déjà des fiches « d'ambiance » où ils donnent régulièrement leur sentiment sur le climat d'un quartier. Certains travailleurs sociaux ont tout de même fait savoir qu'ils n'alimenteraient pas cette base de renseignements.

En fait, il semblerait que ce logiciel est actuellement moins efficace qu'il voudrait l'être, mais c'est certainement un premier pas vers un fichier nominatif...

MOBILISATION CONTRE LE PROJET DE LOI DE LA SOI DISANT PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE

Ce projet de loi devrait être finalisé et voté fin novembre. Dans l'environnement et le délire sécuritaire actuel, ce projet risque d'être encore durci ces prochains jours à l'Assemblée nationale.

Le 10 octobre, une quarantaine de rassemblements (plus de 10 000 manifestants) ont eu lieu en France pour demander l'abrogation de ce projet. Des réunions publiques se multiplient et une manifestation nationale est programmée le 18 novembre à Paris.

Si vous voulez suivre cette actualité : http://www.abri.org/antidelation.

Toujours disponibles : numéros spéciaux de Courant Alternatif

- Le mouvement de 1995
- La sécurité de qui ? Celle du Capital
- L'Arnaque citoyenne
- Palestine, solidarité !
- L'Agriculture, un enjeu majeur de notre époque
- Unité des libertaires ? Mythes et réalités du mouvement anarchiste
- Libération sexuelle et émancipation sociale
- Ni rose ni vert, arrêt immédiat du nucléaire
- Le contrôle social
- Un siècle d'illusions social-démocrates
- le mythe de la gauche
- Au-delà des frontières, résistons à la forteresse Europe

3,80 euros, sur commande : OCL Égrégore BP 1213, 51058 Reims cedex

COMMUNIQUÉ

SUSPENSION DE PEINE DE NOUVEAU REFUSÉE À NATHALIE MÉNIGON

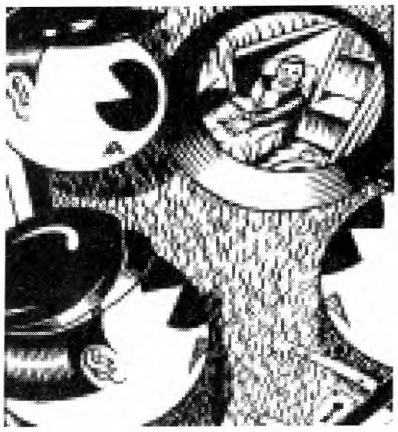
Aujourd'hui, 24 octobre 2006, le tribunal d'application des peines de Paris

« en charge des infractions terroristes » a rejeté la demande de suspension de peine pour raison médicale de Nathalie Ménigon, militante d'Action Directe, emprisonnée depuis près de 20 ans.

Nathalie Ménigon, qui souffre de sérieuses séquelles (troubles de l'équilibre, de la motricité, pertes de mémoire.) à la suite de deux accidents vasculaires cérébraux avérés survenus en prison, n'a jamais bénéficié des soins requis par son état de santé. Le risque de récidive est connu (elle a d'ailleurs probablement subi un troisième accident qui n'a même pas été détecté par la prison) : le pronostic vital est donc clairement engagé.

La loi Kouchner du 4 mars 2002 devrait donc lui être appliquée. La suspension de peine lui a pourtant déjà été refusée à trois reprises, alors même que certains experts médicaux se sont prononcés dans ce sens. Elle avait été accordée à sa camarade Joëlle Aubron, quelques temps avant qu'elle ne décède d'un cancer.

Jugée par un tribunal d'exception, incarcérée sous le statut de détenue particulièrement signalée (DPS), Nathalie Ménigon a subi pendant des années des conditions très dures de détention : placement à l'isolement, avec droit de visite limité, restriction des parloirs, du courrier, des appels téléphoniques... Le traitement



d'exception, appliqué en particulier aux militant-e-s d'Action Directe, a été encore durci cette année : examinées auparavant par la juridiction du lieu d'emprisonnement, les demandes de libération conditionnelle et de suspension de peine pour raison médicale des condamnés pour « actes de terrorisme » doivent l'être désormais à Paris (Art. 14 du chap. 4 de la loi 2006-64 du 23 janvier 2006, précisant l'article 706-22 du code de procédure pénale, « par dérogation aux dispositions de l'article 712-10 »).

Nathalie Ménigon a fait l'expérience de ce nouveau dispositif exceptionnel, qui centralise au plus près du pouvoir les décisions concernant les peines des prisonniers politiques : le 9 octobre, elle se trouvait seule à Bapaume face à une caméra, contrainte à être la spectatrice d'une nouvelle parodie de justice ; à 150 km de là, son avocat l'assistait face à un juge resté à Paris, à portée de voix du ministère.

C'est cette même procédure qu'avait inaugurée le 2 octobre le militant basque Filipe Bidart, en prison depuis près de 19 ans. Sa demande de libération conditionnelle a été refusée le 17 octobre, malgré les avis favorables du directeur de la prison de Clairvaux, du procureur du tribunal de Troyes et du juge d'application des peines de Troyes. Comme l'a affirmé son avocat, qui dénonçait cette décision politique habillée de façon hypocrite avec des arguments juridiques : « L'État veut lui faire payer son engagement politique ». La décision rendue ce 24 octobre contre la militante Nathalie Ménigon ne nous surprend donc pas. Elle nous renforce dans notre détermination à poursuivre le combat pour sa libération et celle de tous les prisonniers d'Action Directe.

Nous tenons par ailleurs à rappeler qu'outre l'absence de soins adaptés, Nathalie Ménigon voit son courrier arbitrairement censuré par la nouvelle direction du CD de Bapaume tandis que les dossiers de demande de parloir avec elle se « perdent » dans les couloirs de l'administration pénitentiaire. Nathalie Ménigon a déposé une demande de libération conditionnelle, à laquelle elle a droit puisqu'elle a terminé les 18 années de prison de sa peine de sûreté.

Le Collectif « Ne laissons pas faire ! » 24 octobre 2006

Collectif Nlpf ! nlpf@samizdat.net - http://nlpf.samizdat.net

La faillite de l'école... et sa nécessité !

Dans les pays du Nord, le travail n'est pas un moyen de survie pour les enfants. Heureusement. Pourtant, il n'est pas absent de leur vie. Sa façon de s'y imposer est plus insidieuse qu'au Sud, où la nécessité dans laquelle les place la misère contraint les enfants à travailler. Au Nord, le travail se fait accepter en utilisant des moyens moins visibles et sans doute bien plus idéologiques que dans les pays du tiers-monde.

L'école, parce que tous les enfants du monde riche y passent, est le lieu rêvé pour les acclimater à l'unique perspective qu'ils auront une fois adultes : travailler. L'école reste le lieu idéologique par excellence. Peut-être même le seul, d'ailleurs, depuis que le service militaire a disparu.

L'État et tous ceux qui tirent des bénéfices de cette société disposent là d'une concentration parfaite de classes d'âge entières. Pour diffuser leur idéologie, il leur faut pourtant avancer masqués. Les partisans de la Mégamachine ne nous abreuvent pas ouvertement de propagande en faveur du travail. Nous ne sommes plus à l'ère du prosélytisme stalinien ! D'ailleurs, on se permet même de lancer des campagnes contre les idéologies à l'école. La loi ridicule contre les signes religieux ostensibles avait un avantage incontestable de ce point de vue : en focalisant sur la religion, on faisait oublier que d'autres idéologies étaient sans cesse diffusées dans les écoles. Celle du travail n'est pas la moindre. Surtout, elle est omniprésente. Là-dessus, d'ailleurs, toutes les religions sont d'accord...

Une école en faillite

Le travail intervient parfois ouvertement à l'école. En France, dès la classe de 5e, les collégiens sont obligés de faire des stages en entreprise. Au lycée, certains cours et certaines options sont des préparations évidentes à un métier, par exemple l'option « Sciences et techniques de l'ingénieur » en seconde. Le nom du métier est d'ailleurs avoué sans complexe. L'idée que l'école pourrait instruire dans d'autres domaines, qui seront de toute façon très utiles pour un futur métier, disparaît. L'axe est, sans ambiguïté, de se préparer au travail, d'une façon étroite, par l'apprentissage d'un métier. Personne ne propose par exemple de créer une option « jeu d'échecs » ou « jeu de go », ou « astronomie », qui pourraient bien mieux que « sciences et techniques de l'ingénieur » ouvrir l'esprit vers une compréhension mathématique de l'univers, tout en constituant un véritable atout pour la compréhension des problèmes à résoudre par la suite en tant qu'ingénieur, par exemple. De même, le grec ancien a disparu des collèges et lycées parce qu'il est jugé non rentable pour l'obtention d'un futur travail. Qu'on puisse développer son esprit en apprenant à lire une autre écriture, en découvrant une autre civilisation et en lisant dans le texte des mythes qui sont encore fondateurs de notre culture passe même pour une idée réactionnaire.

Une normalité s'est ainsi emparée de la réflexion sur l'école : il faut que l'école soit directement utile. L'utilité ne peut fonctionner « en biais », au travers de l'acquisition de certains savoirs ou de capacités de réflexion non orientés vers un métier. Certes, diront les moins bornés des experts en éducation, le grec ancien peut servir un peu, mais en tout cas bien moins que l'apprentissage en direct de sciences de l'ingénieur.

La question de l'âge auquel on est contraint d'apprendre telle ou telle matière est elle aussi passée aux oubliettes. Chacun doit dès quinze ans couler son intellect dans le moule d'un emploi précis. Pas question de papillonner et de goûter des diverses fleurs de la connaissance. Certaines sont sans doute toxiques ?

Plus essentiel encore et plus insidieux aussi : lorsque le travail n'apparaît pas ouvertement dans les cours et les programmes, il n'en est jamais absent et encore moins rejeté. Sa perspective est implicite. Et indépassable, selon le credo qui domine de nos jours sur l'instruction.

À aucun moment de la scolarité, il n'est explicitement dit et demandé que celle-ci soit une ouverture au monde. Tous, enseignants et parents d'élèves, ne parlent que d'ouverture au monde du travail. La nuance est de taille.

Sur le fond, nous ne remettrions rien en cause. Les réunions parents-professeurs sont à cet égard affligeantes. Le prétendu « débat national sur l'avenir de l'école », organisé en 2003, a débouché lui aussi sur la meilleure façon de conformer l'enfant au monde du travail qui l'attend à la sortie 1. L'ambition de l'école est, souligne le rapport, « faire réussir tous les élèves ». Fort bien, puisque chacun peut mettre, derrière le terme « réussir », à peu près ce qu'il veut : trouver un métier ou être bien dans sa vie, avoir les capacités pour réfléchir, s'émanciper, et même, pourquoi pas, travailler à l'émancipation de tous ! Cela aussi, en fin de compte, c'est « réussir » dans la vie !

Mais ce rapport symptomatique de la réalité du monde scolaire français commence à se gâter dès les épigraphes. Il y en a pas moins de quatre 2. Le deuxième est du ministre Guizot : « Vous n'ignorez pas qu'en vous confiant un enfant, chaque famille vous demande de lui rendre un honnête homme, et le pays un bon citoyen. » Comme le prouve la suite du rapport, le choix de ce mot de Guizot, bien connu pour ses opinions conservatrices et bourgeoises, n'est pas innocent. Son injonction est d'abord une menace à l'intention des enseignants, sommés de rendre à l'État un bon citoyen – sous-entendu pas un contestataire. Guizot réduit aussi considérablement le rôle de l'école en bornant ses tâches éducatives. L'éducation, ce n'est pas n'importe quoi ! On nous parle d'« honnête homme », donc au sens du XIXe siècle : un homme qui dispose du fonds commun lui permettant de s'insérer dans la société en industrialisation rapide et d'y participer avec efficacité.

Dès la synthèse qui ouvre le rapport, le ton est donné : l'école doit permettre aux jeunes de « s'adapter à l'incertitude des besoins futurs de l'économie et de la société ». Il n'est pas question de combattre ses incertitudes, ni même de simplement donner les bases pour les comprendre. Le jeune doit encore « réussir sa formation tout au long de sa vie »... Formation entamée à l'école et formation professionnelle poursuivie à l'âge adulte sont donc dans la continuité l'une de l'autre. Exit les grands débats, les interrogations qui font avancer, les confrontations d'idées et les solutions innovantes.

Pour « adapter » nos enfants à l'incertitude de ce monde, le rapport propose une « diversification » des parcours des élèves dès la classe de 5e. Derrière cet euphémisme se cache l'idée qu'au-delà de la 6e, le socle commun est acquis et qu'il faut bien alors entrer dans le vif du sujet : choisir un travail et s'y adapter afin de s'intégrer dans la société. De même, le rapport préconise de différencier les sections dès la première année de lycée, et d'abandonner les options de déterminations, qui laissaient encore pendante la question du choix d'une orientation professionnelle. Il y a trente ans, il n'existait pas d'options de détermination, et l'on avait, en seconde, quatre filières fondamentales seulement : littéraire, scientifique, commerciale et technologique. De nos jours, on ne les compte même plus, les options étant très différenciées et ouvrant sur des orientation précises.

Du côté des enseignants, ce rapport propose tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Les enseignants devraient être mieux formés, et surtout, on devrait faire appel à des *professionnels* d'autres secteurs. C'est-à-dire encore une fois à des individus non seulement issus du monde du travail, mais représentants de ce monde du travail. Après tout, pour apprendre l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, rien de tel qu'un général ! Pour tout savoir sur la justice en France, autant faire venir un commissaire divisionnaire... Et si l'on veut réfléchir sur les économies d'énergie, un agent d'EDF sera tout à fait indiqué. C'est logique. Le rapport propose donc que les partenaires sociaux interviennent davantage, et parmi ses partenaires sociaux, outre les « élus » (?) et les associations, on trouve « police » et « justice »...

« Les entreprises et l'École devraient se rapprocher davantage pour favoriser la découverte des métiers dès le collège, construire des voies de formation professionnelle fondées sur l'alternance [école-entreprise] et améliorer l'insertion professionnelle des jeunes. » On ne saurait être plus explicite.

Ce rapport n'a pas provoqué de réforme scolaire, et ne servira peut-être jamais à rien. Il exprime cependant une tendance de fond : le moment où l'élève doit quitter le « socle commun » pour prendre en charge son avenir en termes d'intégration au marché du travail intervient de plus en plus tôt. Cette évolution

est une expression fondamentale de la faillite de l'école aujourd'hui.

Les choix professionnels de l'élève, en devant se décider de plus en plus tôt, gâchent l'idée même que la scolarité pourrait être une ouverture vers le monde. En se limitant à l'horizon de la fraiseuse, des cuisines de collectivité ou du graphisme industriel, on s'ôte une chance formidable de découvrir ce que l'on ne cherchait pas. L'école était, paraît-il, justement l'outil ad hoc pour ce type de découverte, qui permettait d'en apprendre sur le monde, sur les autres, sur soi-même, et de construire ainsi un être vivant, cherchant à chaque instant sa liberté et son émancipation. Ce n'est pas le but de l'école décrite dans ce rapport qui doit plutôt se consacrer à la formation de « capital humain » (page 27). Avec cette expression tout est dit. Former du capital humain, qui sera par la suite géré par quelque directeur en ressources humaines. En termes bovins, on appelle ça un cheptel.

À chaque étape de la vie scolaire, l'élève – et ses parents – sont sommés de décider. Le touche-à-tout est banni, et surtout montré du doigt. Apprendre le grec ancien tout en faisant des maths est désormais impossible : soit l'élève choisit le littéraire intégral, soit les maths. Mais pas un panaché des deux. La philosophie d'un tel choix ressemble à celle du consommateur devant le rayon du supermarché : on a l'embarras du choix, mais ce choix nous embarrasse parce que nous aurions voulu un peu de chaque. Surtout, il n'est qu'illusion. Les produits en stock dans le magasin ont été sélectionnés par leurs fabricants, qui espèrent qu'ils combleront un certain type de besoin. Le collège et surtout le lycée nourrissent des ambitions du même ordre : proposer des voies tracées aux jeunes, mais ces voies, qui sont souvent des impasses [3], donnent rarement sur des carrefours. Une fois engagé, impossible de changer d'orientation ! Tout est fait pour que cette impossibilité soit réelle et que le sujet soit canalisé sans liberté de choix réelle.

Ce manque de choix est lui aussi une clé pour comprendre l'inféodation de l'école au monde du travail. En effet, si le choix qui reste à chaque individu se résume entre une filière qui plaît mais qui n'offre guère de débouchés et une filière qui l'attire moins mais qui est pleine d'espoir en termes d'emploi, alors, la décision sera presque toujours le « réalisme ». Il n'est pas possible de combiner les deux, encore une fois en choisissant des enseignements particuliers, par exemple une troisième langue vivante. Ce processus va s'accentuer dans les années suivantes, puisque l'histoire – on croit rêver – risque de devenir une simple matière à option dans les années qui viennent, toujours au lycée. Il est bien évident que l'élève qui choisira alors l'histoire comme enseignement à option devra avoir de sérieuses motivations pour le faire, car il se retrouvera avec des heures d'enseignements supplémentaires qui ne lui rapporteront rien pour le baccalauréat, dans la mesure où il pourrait tout à fait passer son bac sans cet enseignement. Tout de suite, la question qui se pose est : « Est-ce que je ne perds pas mon temps ? » La réponse sera de plus en plus évidente, dans un monde voué à la réussite professionnelle.

L'école est donc en faillite : elle est restée un outil idéologique, comme à l'époque de la IIIe République tant décriée de nos jours. L'idéologie a entre-temps changé. L'école patriotarde a cédé la place à une école antichambre du travail. Toujours, il s'agit de placer les enfants dociles sous le joug du monde adulte et de ses valeurs suprêmes. Changer de valeurs, c'est comme changer de vêtement. En dessous, c'est toujours pareil...

Réinventer l'école ? La dépasser ?

Pourtant, ces insuffisances graves de l'école ne sont pas une raison pour lui tirer dessus à boulets rouges, comme le font certains 4. Car il ne faut jamais oublier que le choix, pour ceux qui nous dirigent, n'est pas entre une mauvaise école et une meilleure école, mais entre une école qui prépare au travail, et plus d'école du tout. Juste du travail.

Le travail est un objectif fondamental du marché déréglementé. Selon les normes productivistes de ce marché, qui domine le monde contemporain – nul ne le nie plus –, la seule production qui importe en termes d'êtres humains est celle de travailleurs adaptés à leur poste de travail.

Par un curieux détour de l'Histoire, nous ne sommes pas très loin de certains cauchemars staliniens, qui voyaient dans chaque petit Russe un futur soldat du prolétariat. Désormais, chaque enfant est vu comme un futur travailleur au service du Progrès global. Le Progrès de la Mégamachine et de l'économie du « village global ».

Par beaucoup d'aspects, donc, l'école est un instrument idéologique. Cela signifie, aujourd'hui, qu'elle offre tout ce qu'il faut pour s'intégrer à ce système. Elle fait même mieux que l'offrir : elle tente de ne proposer que cela, que cette intégration. C'est le sens de l'instauration de filières et de pseudo-choix qui interviennent de plus en plus tôt dans la scolarité. Mais ces faux choix ne sont pas de l'ordre de la contrainte pure. Certes, il est de plus en plus difficile d'échapper à la nécessité de choisir, et ce le sera encore plus dans l'avenir car les réformes de l'éducation nationale vont toutes dans le sens d'imposer des choix de plus en plus tôt. Mais l'élève peut encore prendre de la distance par rapport à son implication dans le système scolaire – et donc au-delà dans le monde-marché. Car l'école, pour intégrer l'individu, utilise encore certains outils qui servent aussi – c'est une chance – à la libération. Ces outils, ce sont la maîtrise des moyens de communication, notamment l'écriture et la lecture, ainsi que certaines connaissances qui figurent encore au programme. L'école, quoi qu'on en dise et malgré les critiques que nous devons formuler, offre encore de véritables alternatives à ce monde-marché.

C'est encore grâce à l'école que l'on apprend à lire, et il vaut mieux lire quelques bons livres subversifs – il s'en trouve d'excellents – plutôt que de ne pas savoir lire du tout dans une société de l'écrit. C'est une banalité d'une évidence terrible. L'école ne fait pas qu'endoctriner, et il ne tient qu'à nous de faire en sorte que ce qu'elle apprend aussi, à côté de l'endoctrinement, rende vaine l'idéologie du travail qu'elle instille dans chaque élève. Hurler avec les loups et critiquer tout le travail de l'école, cela revient à préparer le terrain à la réforme dont rêve la Mégamachine : bannir l'école au profit de simples « centres de formation professionnelle », qui seraient adaptés à chaque âge, et qui, surtout, surtout, éviteraient tout débordement.

Science-fiction ? Pas si sûr, hélas. Aujourd'hui, les ouvrages qui servent à l'émancipation des individus ne sont plus très lus. Et, qu'on le veuille ou non, c'est encore à l'école qu'on a le plus de chance de découvrir La Boétie, Machiavel, Montaigne, Nietzsche ou Bakounine et de nombreux autres... Or, le système, lui, n'ai aucun besoin de ces auteurs « subversifs » par nature ou par l'usage que nous pouvons en faire. La réflexion des jeunes sur le monde, la pollution, la politique, la guerre, est rendue très difficile par les fausses informations que diffusent sans cesse les médias. Alors, dans le cadre de ce système, l'école n'est pas seulement un moindre mal.

L'école, dans l'état actuel du rapport de forces entre activistes de l'émancipation humaine et sbires du système, joue un rôle positif. Nous devons la critiquer pour tenter de la réinventer d'abord, avant de la dépasser sans aucun doute dans le même temps que ce système lui-même sera dépassé. Hélas, il semble que ce ne soit pas demain que ce miracle du « Grand Soir » se produise... Alors, tout en y travaillant, autant empêcher la transformation de l'école en centre de formation professionnelle.

PG

1. Le texte final du rapport est disponible sur Internet à l'adresse suivante : http://www.debatnational.education.fr/upload/static/lerapport/pourlareussite.pdf

2. Les trois autres épigraphes sont de Kant, Yourcenar et Rousseau, celui-ci assez étonnant d'ailleurs puisqu'il s'agit de vanter encore la réussite : « Je vis que je réussissais, et cela me fit réussir davantage. »

3. On parle aujourd'hui de déconnexion entre l'école et l'emploi occupé, ce qui est pour le moins paradoxal. En effet, il est difficile de prévoir les filières qui, dans dix ou quinze ans, auront besoin de travailleurs. Et l'on s'aperçoit aujourd'hui que, de plus en plus, les adultes occupent des postes pour lesquels ils n'ont pas été formés à l'école, mais tout au long de leur vie professionnelle. Ce pourrait être une excellente raison pour ne pas orienter la scolarité vers la vie professionnelle puisque, de toute façon, ce n'est pas l'école qui préparera au travail. Mais dans le contexte de crise actuelle, c'est l'inverse qui est vrai : *puisque* l'école ne prépare pas à un travail et qu'il est difficile de savoir quels profils seront demandés dans dix ans, alors il faut adapter davantage l'école au monde du travail... L'imbécillité de ce type de raisonnement n'est même plus remarquée. Notons que c'est du même ordre qu'un argument en faveur des OGM : *puisque* la nature ne peut plus s'adapter à la pollution, à la salinisation des sols, etc., transformons la nature pour adapter les plantes et les animaux aux conditions écologiques déplorables que nous produisons.

4. Voir par exemple dans la presse dite alternative les articles vantant les positions d'Ivan Illich sur l'école et transposant ce qu'il disait de la nocivité de l'école des pays du tiers-monde (qui est déjà très discutable) dans les pays développés. Là, ce n'est plus du tout « discutable », c'est franchement réactionnaire.

Gaza comme Laboratoire. La Grande Expérimentation

Est-ce possible de forcer tout un peuple à se soumettre à une occupation étrangère en l'affamant? C'est certainement une question intéressante.

En fait tellement intéressante que les gouvernements d'Israël, des Etats-Unis, en proche collaboration avec l'Europe, sont actuellement engagés dans une expérimentation scientifique rigoureuse pour obtenir une réponse définitive. Le laboratoire servant pour l'expérimentation c'est la Bande de Gaza, et les cobayes ce sont les 1,4 millions de Palestiniens qui y vivent.

Conditions de l'expérience

Pour répondre aux normes scientifiques exigées, il est d'abord nécessaire de préparer le laboratoire.

Cela a été fait de la façon suivante : premiérement, Ariel Sharon a démantelé les colonies israéliennes qui y étaient coincées. Apres tout, on ne peut pas conduire correctement une expérimentation avec des animaux domestiques se promenant librement dans le laboratoire. Cela a été fait avec « détermination et sensibilité », des larmes ont coulé à flots, les soldats ont embrassé et serré dans leurs bras les colons évacués, et une nouvelle fois on a montré que l'armée israélienne était le top du top des armées dans le monde.

Le laboratoire ayant été nettoyé, la phase suivante pouvait commencer : toutes les entrées et les sorties ont été hermétiquement fermées de façon à éliminer les influences du monde extérieur. Cela a été fait sans difficulté.

Les gouvernements successifs israéliens ont empêché la construction d'un port à Gaza, et la marine israélienne veille à ce qu'aucun bateau n'approche la côte. Le magnifique aéroport international construit pendant la période d'Oslo a été bombardé et fermé. Toute la Bande a été enfermée derrière une clôture très efficace, et seuls quelques points de passage subsistent, tous contrôlés par l'armée israélienne sauf un.

Sauvergarder les apparences

Il reste un seul lien avec le monde extérieur : le passage frontalier de Rafah vers l'Egypte. Il ne pouvait pas tout simplement être fermé car l'Egypte aurait été perdue comme collaborant avec Israël. Une solution sophistiquée a été trouvée : en apparence, l'armée israélienne a quitté le point de passage et l'a confié à une équipe de supervision internationale. Ces membres sont de chics types, plein de bonnes intentions, mais en pratique ils dépendent complètement de l'armée israélienne qui supervise le passage d'une pièce de contrôle située à proximité. Les observateurs internationaux vivent dans un kibboutz israélien et ne peuvent rejoindre le passage qu'avec le consentement israélien.

Ainsi tout était prêt pour l'expérimentation

Un bon départ

Le signal de son début a été donné par les Palestiniens qui ont mené des élections démocratiques irréprochables, supervisées par l'ancien président américain Jimmy Carter. Georges Bush était enthousiaste : sa vision d'amener la démocratie au Moyen Orient devenait réalité.

Mais les Palestiniens ont raté le test. Au lieu d'élire « de bons Arabes » dévoués aux Etats-Unis, ils ont voté; pour de très mauvais Arabes, dévoués à Allah. Bush s'est senti insulté. Mais le gouvernement israélien était en extase : après la victoire du Hamas, les Américains et européens étaient prêts à prendre part à l'expérimentation.

Cela pouvait commencer

Les Etats-Unis et l'UE ont annoncé qu'ils arrêtaient toutes leurs aides à l'autorité palestinienne, depuis qu'elle était contrôlée par des « terroristes ». Simultanément, le gouvernement israélien a coupé le flot d'argent.

Pour en comprendre la signification : selon le « protocole de Paris » (l'annexe économique des accords d'Oslo), l'économie palestinienne fait partie du système des douanes israéliennes. Cela veut dire qu'Israël collecte les taxes pour tous les produits qui passent via Israël vers les territoires palestiniens, en fait il n'y a aucune autre route. Après déduction d'une grasse commission, Israël est obligé de verser l'argent à l'Autorité Palestinienne.

Quand le gouvernement refuse de verser l'argent, qui appartient aux Palestiniens, c'est, dit simplement, du vol en plein jour. Mais quand on vole des « terroristes » qui va se plaindre ?

Un besoin vital d'argent

L'Autorité Palestinienne à la fois en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, a besoin de cet argent comme on a besoin d'air pour respirer. Ce fait nécessite aussi une explication : pendant les 19 années au cours desquelles la Jordanie a occupé la Cisjordanie, et l'Egypte la Bande de Gaza, de 1948 à 1967, aucune usine importante n'y a été construite. Les Jordaniens voulaient que toutes les activités économiques se fassent en Jordanie même, à l'est du fleuve, et les Egyptiens ont négligé la totalité de la Bande de Gaza.

Puis est venu l'occupation israélienne, et la situation a empiré. Les territoires occupés sont devenus un marché prisonnier de l'industrie israélienne, et le gouvernement militaire a empêché l'établissement de toute entreprise susceptible de pouvoir entrer en compétition avec une entreprise israélienne.

Les travailleurs palestiniens ont été obligés de travailler en Israël pour des salaires de misère (selon les normes israéliennes). De plus, le gouvernement israélien a déduit toutes les charges sociales ponctionnées sur les travailleurs palestiniens sans que ces derniers ne puissent bénéficier en retour des avantages sociaux. De cette manière, le gouvernement a volé ces travailleurs exploités de dizaines de milliards de dollars, qui ont disparu dans les poches sans fond du gouvernement.

Quand l'Intifada a éclaté, les chefs de l'industrie israélienne et de l'agriculture ont découvert qu'il était possible de se passer des travailleurs palestiniens. En fait, c'était même plus profitable. Des travailleurs de Thaïlande, de Roumanie, et d'autres pays pauvres, étaient prêts à travailler pour des salaires encore plus bas, et dans des conditions frisant l'esclavage. Les travailleurs palestiniens ont perdu leur travail.

La faim

C''était la situation au début de l'expérimentation. : L'infra-

structure palestinienne détruite, pratiquement aucun moyen de production, pas de travail pour les travailleurs. Un cadre idéal, finalement pour la grande « expérimentation sur la faim. »

Comme cela a été mentionné ci-dessus, l'expérimentation a commencé.

Concrètement, le passage entre Gaza et l'Egypte a été fermé. Une fois tous les quelques jours ou les quelques semaines il a été ouvert pour quelques heures pour sauver les apparences, de sorte que certains malades et morts ou en train de mourir puissent rentrer à la maison ou atteindre les hôpitaux égyptiens.

Les points de passage entre Israël et la Bande de Gaza sont fermés pour « des raisons de sécurité urgentes ». Toujours au bon moment, apparaissent des « alertes d'attaques terroristes imminentes ». Les produits agricoles palestiniens destinés à l'exportation pourrissent aux points de passage. Les médicaments et les produits alimentaires ne peuvent pas rentrer, à l'exception de courtes périodes, de temps en temps, aussi pour sauver les apparences, des que quelqu'un d'important à l'étranger proteste. Puis arrive une autre « alerte urgente de sécurité » et la situation retourne à la normale.

Le terrorisme allié précieux

Pour parfaire l'aperçu, l'armée de l'air israélienne a bombardé la seule centrale électrique dans la Bande, de sorte qu'une partie de la journée il n'y a pas d'électricité, et l'approvisionnement en eau (qui dépend de pompes électriques) s'arrête aussi. Même pendant les jours les plus chauds, avec des températures dépassant les 30° à l'ombre, il n'y a pas d'électricité pour les réfrigérateurs, l'air conditionnée, l'approvisionnement en eau et d'autres besoins. [notamment les hôpitaux, et surtout c'est Israël qui vend de l'électricité à Gaza et au prix fort !Ndl]

En Cisjordanie, un territoire bien plus grand que la Bande de Gaza (qui représente seulement 6% des territoires occupés palestiniens mais comprend 40% de leurs habitants) la situation n'est pas si désespérée. Mais dans la Bande, plus de la moitié de la population vit en dessous du « seuil de pauvreté» palestinien, qui est bien sûr beaucoup plus bas que le seuil de pauvreté israélien. Beaucoup d'habitants de Gaza peuvent seulement rêver d'être considérés comme dans la même situation que les pauvres de la ville israélienne proche de Sirot.

Qu'est ce que le gouvernement d'Israël et des Etats-Unis essaient de dire aux Palestiniens ? Le message est clair : si vous ne vous rendez pas, vous allez toucher le fond de la misère et même au-delà. Vous devez renvoyer le gouvernement du Hamas et élire des candidats approuvés par Israël et les Etats-Unis. Et le plus important : vous devez vous satisfaire d'un État palestinien comprenant plusieurs enclaves, chacune entièrement dépendante des bonnes grâces d'Israël.

Comment tiennent-ils ?

Pour l'instant, les directeurs de l'expérimentation scientifique réfléchissent à une question avec perplexité : comment vraiment les Palestiniens tiennent- ils encore bon, malgré tout ? Car selon toutes les règles, ils devraient être brisés depuis longtemps.

Bien sûr, il y a quelques signes encourageants. L'atmosphère générale de frustration et de désespoir créée une tension entre le Hamas et le Fatah. Ici et là des affrontements ont éclaté, des personnes ont été tuées et blessées, mais à chaque fois la déterioration a été stopPée avant que cela ne dégénère en guerre civile. Les milliers de collaborateurs d'Israël aident aussi à attiser les choses. Mais, contrairement à toutes les attentes, la résistance ne s'est pas évaporée. Même le soldat israélien capturé n'a pas été libéré.

L'une des explications est liée à la structure de la société palestinienne. L'Hamulah (famille élargie) y joue un rôle central. Tant qu'une personne de la famille travaille, les autres membres de la famille ne meurent pas de faim, même si la malnutrition est largement répandue. Toute personne qui a un revenu le partage avec ses frères, ses soeurs, ses parents, ses grands parents, ses cousins et leurs enfants. C'est un système primitif, mais plutôt efficace dans ces circonstances. Il semble que les planificateurs de l'expérimentation n'ont pas tenu compte de ce facteur.

Tsahal force de police coloniale

Pour hâter le processus, de nouveau, la puissance entière de l'armée israélienne est maintenant utilisée, depuis cette semaine. Pendant trois mois, l'armée était occupée avec la deuxième guerre du Liban. Cela est devenu clair que l'armée qui pendant ces 39 dernières années a été employée principalement comme force de police coloniale, ne fonctionne pas vraiment bien quand brusquement confrontée à un opposant armé et entraîné qui peut répliquer. Le Hezbollah a utilisé des missiles anti tanks mortels contre les forces armées, et il a plu des roquettes sur le nord d'Israël. L'armée a depuis longtemps oublié comment affronter un tel ennemi. Et la campagne ne s'est pas bien terminée.

Maintenant l'armée retourne à la guerre qu'elle connaît. Les Palestiniens dans la Bande de Gaza n'ont pas encore d'armes efficaces contre les tanks, et les roquettes Quassams provoquent des dommages fort limités. L'armée peut de nouveau utiliser des tanks contre la population sans entrave ; L'armée de l'air, qui au Liban avait peur d'envoyer des hélicoptères pour évacuer les blessés, a maintenant tout loisir de tirer des missiles sur les maisons des « personnes recherchées » leurs familles et leurs voisins. Si ces derniers trois mois « seulement » 100 Palestiniens par mois ont été tués, nous sommes actuellement témoin d'une dramatique augmentation de nombre de Palestiniens tués et blessés.

Comment les mettre à genoux

Comment une population frappée par la famine, manquant de médicaments et d'équipement pour ses hôpitaux primitifs, et exposée à des attaques par terre, mer et par air, tient bon ? Va-t-elle se briser ? Va -t-elle se mettre à genoux et implorer grâce ? Ou bien va-t-elle trouver la force inhumaine de passer le test ?

En bref : pour faire en sorte qu'une population se rende que faut-il, et en quelle quantité ?

Tous les scientifiques qui prennent part à cette expérimentation : Ehud Olmert, et Condoleezza Rice, Amir Peretz, et Angela Merkel, Dan Halutz et Georges Bush, sans oublier le prix Nobel de la paix Shimon Peres sont penchés sur les microscopes et attendent une réponse, qui, nul doute, sera une contribution importante aux sciences politiques. J'espère que le Comité du prix Nobel regarde.

Uri Avnery - président du Gush Shalom (Jérusalem)-
14 octobre 2006
(Intertitres de la commission journal)

A sa boîte postale, l'OCL reçoit différentes revues en échange de presse comme, ce mois-ci :

LE PLAN B, bimestriel - critique des médias et enquêtes sociales 2 euros- site: www.leplanb.org

L'ENVOLÉE - écrits sur la taule et par des taulards - - un site où tous les numéros peuvent être consultés: http://lejournalenvolee.free.fr

JAKILEA - bulletin du Comité pour la Défense des Droits de l'Homme en Pays Basque - chronique judiciaire du Pays Basque, suivi des mesures de répression, des avancées et reculs du processus de négociation, mais aussi sur les conditions démocratiques de la vie en Euskadi. - CDDHPB , MVC Polo Beyris - 64100 Bayonne

REBELLION - Feuille d'agitation de l'OSL, Organisation Socialiste Libertaire (Suisse) - bilingue. site: www.rebellion.ch

La nouvelle loi irakienne sur les brevets : une déclaration de guerre contre les paysans

La législation dictée par l'occupant-libérateur instaure les conditions « libérales », nécessaires aux profits des multinationales, sur le dos des populations. Elle combat notamment l'autosuffisance alimentaire de ce pays où l'Humanité a commencé à cultiver...

En quittant Bagdad en juin 2004 suite au prétendu « transfert de souveraineté », L. Paul Bremer III, jusque-là administrateur de l'Autorité provisoire de la coalition, laissait derrière lui cent décrets pris en tant que chef de l'autorité d'occupation. Parmi ceux-ci se trouve le décret 81 qui concerne les « brevets, la conception d'objets industriels, l'information non divulguée, les circuits intégrés et les variétés de plantes » [1]. Ce décret amende la loi irakienne originelle de 1970 sur les brevets et, tant que la nouvelle administration ne décidera pas à le réviser ou à l'abroger, il a force de loi [2]. Etant donné l'impact majeur qu'il va avoir sur le monde paysan et l'avenir de l'agriculture de ce pays, ce décret représente un élément important des tentatives faites par les Etats-Unis pour transformer radicalement l'économie de l'Irak.

A qui cela profite-t-il ?

Pendant des générations, les petits paysans irakiens se sont fournis en semences à travers un système essentiellement informel, non réglementé. La conservation des graines récoltées sur place, l'innovation libre et l'échange de semences entre exploitations ont longtemps constitué la base des pratiques agricoles. Tout cela appartient maintenant au passé. L'Autorité provisoire a décrété que le réemploi des semences récoltées à partir de variétés nouvelles légalement enregistrées était illégal. Les Irakiens peuvent continuer à utiliser et à conserver les graines provenant de leurs anciens stocks, ou plutôt de ce qu'il en reste après ces années de guerre et de sécheresse, mais ce n'est pas ce principe-là de reconstruction qui est promu dans le décret. Le but de la loi est d'encourager le développement d'un nouveau marché des semences en Irak, où les multinationales puissent vendre les leurs, qu'elles soient ou non génétiquement modifiées, à des paysans contraints de les racheter à chaque ensemencement.

Alors que traditionnellement la Constitution irakienne excluait toute propriété privée des ressources biologiques, la nouvelle loi sur les brevets imposée par les Américains introduit un système de propriété exclusive sur les semences. Un nouveau chapitre a été inséré dans la loi irakienne antérieure, intitulé « Protection de la variété des plantes » (PVP), qui s'attache à la « protection des nouvelles variétés de plantes ». PVP est un droit de propriété intellectuelle ou un genre de brevet sur les variétés de plantes assurant aux semenciers des droits exclusifs sur les nouvelles variétés qu'ils prétendent avoir découvertes ou développées. La « protection » dont il est question n'a donc rien à voir avec la conservation, mais vise plutôt à protéger les intérêts commerciaux des éleveurs privés (souvent de grandes entreprises) qui prétendent avoir créé de nouvelles plantes.

Pour pouvoir bénéficier du PVP, la nouvelle plante doit remplir les conditions imposées par la convention de l'UPOV [3], à savoir : être nouvelle, spécifique, homogène et stable. Comme les graines que développent les paysans ne peuvent répondre à ces critères, les semences protégées par le PVP sont de fait le domaine exclusif des grandes entreprises. Ce que les semenciers se voient accorder dans ce schéma, c'est le droit exclusif de produire, de reproduire, de vendre, d'exporter, d'importer et de stocker les variétés protégées. Droit qui s'étend y compris au produit des récoltes, aux plantes entières ou aux parties de plantes obtenues à partir de la variété protégée. Ce genre de système de « protection » est souvent la première étape d'un processus menant au brevetage de l'ensemble des formes de la vie. Et d'ailleurs le reste de la loi en question n'exclut pas la possibilité d'un brevetage de plantes ou d'animaux.

La durée de l'exclusivité octroyée est de 20 ans pour les plantes de culture et de 25 ans pour les arbres et les vignes. Durant cette période, la variété protégée devient de facto la propriété du semencier, et nul ne peut la planter ou l'exploiter sous une forme ou une autre sans lui offrir une contrepartie. Aux termes de cette nouvelle loi [4], les paysans irakiens ne sont plus autorisés à conserver et à replanter librement des graines issues d'aucune des variétés enregistrées. Ce qui les prive de ce que, eux et beaucoup d'autres à travers le monde, considèrent comme un droit, celui de conserver et de replanter des graines.

Le contrôle des grandes entreprises

La nouvelle loi est présentée comme nécessaire pour assurer l'approvisionnement de l'Irak en graines de bonne qualité et pour faciliter son entrée dans l'OMC [5]. Mais elle aura en réalité pour résultat de faciliter la pénétration de l'agriculture irakienne par les Monsanto, Syngenta, Bayer, Dow Chemicals..., ces géants qui contrôlent le commerce mondial des semences. Pour pouvoir lancer leurs opérations en Irak, ceux-ci ont besoin au préalable d'éliminer la concurrence que représentent les paysans, et c'est ce que leur permet cette loi. Leur prochaine étape, ce sera leur prise de contrôle du premier maillon de la chaîne alimentaire.

Cette nouvelle loi encourage aussi explicitement la commercialisation de semences génétiquement modifiées. En dépit de la résistance farouche des paysans et des consommateurs à travers le monde, ces multinationales promeuvent les OGM sur toute la planète pour leur plus grand profit. Contrairement à ce que les industriels veulent nous faire croire, les OGM ne contribuent pas à un moindre usage des pesticides ; en revanche, ils menacent l'environnement et la santé des hommes et accroissent la dépendance des paysans envers l'agrobusiness. Dans certains pays comme en Inde, la dissémination prétendument « accidentelle » des OGM est en fait délibérée [6], la séparation entre cultures OGM et non-OGM étant impraticable. Une fois entré dans le cycle agro-écologique, le polluant génétique ne peut plus en être éliminé : il n'y a donc pas de dépollution possible [7].

Quant à la question de l'OMC, l'Irak a plusieurs options légales possibles pour se conformer aux règles de l'organisation sur la propriété intellectuelle, mais les Etats Unis ont tout simplement décidé que l'Irak ne devait ni en disposer, ni les explorer.

Sous couvert de reconstruction

La campagne qui se déploie à l'échelle planétaire pour faire adopter des lois de brevetage des semences accordant des droits exclusifs aux multinationales aux dépens des petits paysans a trouvé en Irak un nouveau champ d'application. Au cours de la dernière décennie, bien d'autres pays du Sud ont été contraints [8] d'adopter de telles lois par le biais de traités bilatéraux [9]. Les Etats-Unis ont poussé, à travers des accords avec le Sri Lanka [10] ou le Cambodge [11], par exemple, à l'adoption de lois de protection du style UPOV qui dépassent les exigences de l'OMC en matière de droit de propriété intellectuelle dans le commerce bilatéral. De surcroît, les pays qui sortaient d'un conflit ont été particulièrement ciblés. Les Etats-Unis ont ainsi récemment signé avec l'Afghanistan [12], dans le cadre de son aide à la reconstruction, un traité d'encadrement du commerce et des investissements qui prévoit aussi des dispositions relatives au droit de propriété intellectuelle.

Mais l'Irak est un cas particulier en ceci que la loi sur le brevetage n'a pas été adoptée dans le cadre de négociations entre Etats souverains. Et aucun corps législatif ne l'a validée en tant qu'expression de la volonté du peuple irakien. En Irak, la loi sur le brevetage n'est qu'une mesure parmi d'autres visant à la transformation totale et radicale dans un sens libéral de l'économie d'un pays occupé par des forces d'occupation. Une transformation qui consiste non seulement à faire adopter des lois qui vont dans ce sens, mais aussi à mettre sur pied des institutions plus propices à un régime de libre-échange.

Le décret 81 n'est qu'un des cent décrets laissés derrière lui par Bremer, et parmi les plus significatives de ces lois figure le très controversé décret 39, qui fixe efficacement le cadre légal général de l'économie irakienne en accordant aux investisseurs étrangers les mêmes droits qu'aux Irakiens sur l'exploitation du marché intérieur. Prises dans leur ensemble, toutes ces lois, qui couvrent pratiquement tous les domaines de l'économie – sont notamment fixés les règles commerciales, le mandat de la banque centrale, la réglementation des activités syndicales, etc. –, jettent les bases d'un programme américain plus vaste, à savoir la mise en place d'un régime néo-libéral en Irak.

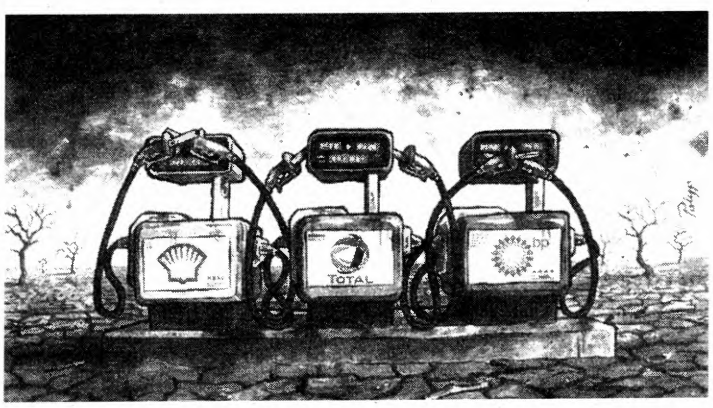
Les clauses du décret 81 s'inscrivent explicitement dans la perspective du « passage d'une économie planifiée et opaque à une économie de libre-échange caractérisée par une croissance économique soutenable portée par un secteur privé dynamique, et de la nécessaire mise en œuvre des réformes institutionnelles et législatives correspondantes ».

Le promoteur de ces « réformes » en Irak, c'est l'US Agency for International Development, qui depuis octobre 2003 met en œuvre un Programme de développement et de reconstruction de l'agriculture en Irak (ARDI). Un contrat de 5 millions de dollars sur un an a été accordé pour le mener à bien à une société de conseil américaine, Development Alternatives Inc. [13], l'université du Texas A&M [14] jouant le rôle de partenaire exécutant. Une partie de ces travaux ont été sous-traités à une firme australienne, Sagric International [15]. Sous couvert de reconstruction du secteur agricole irakien, l'objectif est de favoriser le développement de l'agrobusiness et d'ouvrir ainsi des marchés à des produits et des services agricoles étrangers.

Reconstruire ne consiste donc pas nécessairement à redresser les économies et les capacités de production des pays concernés, mais plutôt à aider les entreprises avalisées par les forces d'occupation à profiter des opportunités commerciales qui se présentent. Le cadre légal instauré par Bremer est une garantie que, même si les troupes américaines quittent l'Irak dans un avenir pas trop lointain, l'emprise américaine sur l'économie irakienne, elle, se maintiendra.

Souveraineté alimentaire

La souveraineté alimentaire, c'est le droit des peuples de décider librement de leur politique alimentaire et agricole, de protéger et de fixer les règles de la production et du commerce agricoles intérieurs, de décider des méthodes de production et des produits alimentaires qu'il convient de cultiver sur place ou au contraire d'importer. L'exigence de souveraineté alimentaire et l'opposition au brevetage des semences ont été au cœur des luttes des petits paysans du monde entier dans la dernière décennie. En changeant fondamentalement le régime de la propriété intellectuelle, les Etats-Unis se sont assurés que le système agricole irakien restera sous « occupation ».



L'Irak a les moyens de se nourrir tout seul. Mais, au lieu d'encourager le développement de ces moyens, les Etats Unis ont façonné l'avenir de son agriculture de manière à servir les intérêts des grandes entreprises américaines. Le nouveau régime de la propriété intellectuelle ne se soucie guère de la contribution apportée par les paysans irakiens au développement de produits agricoles de grande importance, comme le blé, l'orge, les dattes et les légumineuses. Dans les années 70, on avait commencé à conserver des échantillons de variétés développées par ces paysans dans la banque de gènes nationale située à Abou Ghraïb, près de Bagdad. Il est à craindre qu'ils n'aient tous été perdus au cours de ces longues années de conflit. Toutefois, le Groupe de consultation international sur la recherche agricole (CGIAR) [17] de la Syrie, rattaché au Centre international de recherche agricole en zone sèche (ICARDA), détient toujours plusieurs variétés irakiennes. Ces collections qui témoignent du savoir-faire des paysans irakiens ont été confiées pour sauvegarde au centre. Elles constituent le patrimoine agricole de l'Irak, et sont propriété des paysans irakiens : il faut à présent les rapatrier. On a connu par le passé des cas de « fuite » de germoplasme détenu par un centre international de recherches agricoles au profit de recherches-développement menées par des scientifiques des pays du Nord [18]. Ce genre de biopiratage est encouragé par un régime de propriété intellectuelle qui ignore l'art déployé antérieurement par les paysans et accorde des droits aux éleveurs qui prétendent avoir créé un produit nouveau à partir des matériaux et du savoir des véritables cultivateurs.

Si la souveraineté politique reste un leurre pour les Irakiens, la souveraineté alimentaire, elle, n'est déjà plus du domaine du possible, du fait de cette nouvelle réglementation. La liberté et la souveraineté de l'Irak resteront sujettes à caution tant que les Irakiens ne contrôleront pas ce qu'ils sèment, cultivent, récoltent et mangent.

GRAIN et Focus on the Global South - Octobre 2004

[1] Patent, Industrial Design, Undisclosed Information, Integrated Circuits and Plant Variety Law of 2004, décret de l'Autorité provisoire de coalition n° 81, 26 avril 2004.
[2] Le PVP entrera en vigueur dès que le ministre irakien de l'agriculture irakien aura pris les mesures exécutoires nécessaires.
[3] L'Union internationale pour la protection des nouvelles variétés de plantes (UPOV), dont le siège est à Genève, est une organisation intergouvernementale de 53 membres dont la plupart sont des nations industrialisées. La convention de l'UPOV est un ensemble de normes de protection des variétés de plantes conçues essentiellement pour favoriser l'agriculture industrielle et les intérêts des grandes

entreprises.
Voir http://www.upov.org/.

[4] Chapitre 3/4, article 15 B : « Il est interdit aux cultivateurs de réutiliser des graines de variétés protégées ou de quelque variété mentionnée. »

[5] Organisation mondiale du commerce, où le gouvernement irakien a statut d'observateur.

[6] http://www.grain.org/research/contamination.cfm?agenda

[7] GRAIN, «Confronting contamination: 5 reasons to reject co-existence", Seedling, avril 2004, p 1. http://www.grain.org/seedling/?id=280

[8] GRAIN, « PVP in the South : caving in to UPOV », http://www.grain.org/rights/?id=64

[9] GRAIN, « Bilateral agreements imposing TRIPS-plus intellectual property rights on biodiversity in developing countries », http://www.grain.org/rights/?id=68

[10] http://www.grain.org/brl/?typeid=15

[11] http://www.bilaterals.org/article.php3?id-article=387

[12] http://www.ustr.gov/Document-Library/Press-Releases/2004/September/United-States-Afghanistan-Sign-Trade-Investment-Framework-Agreement.html

[13] http://www.dai.com/

[14] Le cursus d'agriculture de cette université est reconnu comme « le premier au monde pour l'usage des biotechnologies » et l'université travaille en étroite collaboration avec le services de recherches en agriculture de l'USDA.

[15] http://www.sagric.com.au/

[16] http://www.export.gov/%20iraq/%20market-ops/index.html

[17] Consultative Group on International Agricultural Research : cette organisation qui regroupe 16 centres internationaux de recherche en agriculture, dont l'ICARDA (International Center of Agricultural Research in Dry Areas), détient les plus grandes collections au monde de ressources génétiques végétales détachées de leur habitat naturel. Certaines de ses variétés ont été développées par les paysans, d'autres sont des variétés améliorées.

[18] En 2001, on a découvert qu'un généticien américain avait obtenu de l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI), l'un des centres du CGIAR basé aux Philippines, des graines d'une variété originale du fameux riz de jasmin thaïlandais, le Khao Dok Mali (KDM) 105. Or aucun accord de transfert n'a été signé, malgré les obligations internationales que l'IRRI est tenu de respecter.

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme domine encore plus largement le monde aujourd'hui qu'hier. Ce système économique a bien montré, tout au cours du XXe siècle, son incapacité à supprimer les inégalités, la misère et l'exploitation. Tout au contraire, il s'en nourrit et les engendre : guerres, massacres, famines se sont multipliés sur la planète comme jamais ; des années de colonialisme et de néocolonialisme ont accéléré le pillage des ressources des peuples du Sud au même rythme que l'extermination de populations entières ; le développement technologique conçu comme pourvoyeur de profits a entraîné une lente et inexorable destruction de l'écosystème de la planète. Partout, l'exploitation des prolétaires par une minorité de nantis au service de la bourgeoisie qui achète à bas prix les services d'armées de travailleurs précaires, soumis à la flexibilité et sans cesse menacés par le chômage, se fait plus pressante.

Ce système capitaliste, nous voulons le détruire. Il n'est ni éternel ni le meilleur des mondes possible, contrairement à ce que veulent nous faire croire ses défenseurs, de quelque bord soient-ils.

COMMUNISTES...

Nous luttons pour une société dans laquelle les moyens de production et d'échange seront gérés non par leurs propriétaires " légaux " actuels ou par des bureaucrates de l'Etat, mais directement par les gens concernés au premier plan, c'est-à-dire les producteurs. Une gestion assurée par des assemblées de base des conseils d'usine, de quartier, de village, de ville et de région, composés de celles et ceux qui y vivent et y travaillent, et qui ont ainsi la possibilité de se fédérer librement pour déterminer la quantité, la qualité et l'usage de la production. Une société dans laquelle le principe de base sera " De chacun-e selon ses possibilités à chacun-e selon ses besoins " : une société économiquement communiste, sans classes et sans Etat. Partis et syndicats ne pourront être les gérants de cette nouvelle forme d'organisation de la production et de la répartition, mais seulement des forces de proposition. Dans ces nouvelles structures, toutes les formes permanentes de délégation de pouvoirs sans mandat précis ni révocation possible à tout moment, de Parti-guide, de Parlement, de structures étatiques, seront écartées pour laisser la place à l'auto-organisation des prolétaires.

Les modalités d'application du communisme libertaire ne sont pas à déterminer à l'avance: elles dépendront des situations générales et particulières, des formes locales de culture, des possibilités et des désirs. Pour autant, le communisme libertaire n'est pas qu'une vague utopie. L'histoire des révoltes et des tentatives de révolution fourmille d'exemples de l'application concrète de notre projet anarchiste révolutionnaire, adapté aux situations particulières d'une époque ou d'un lieu — la Commune de Paris, les Soviets dans la Russie de 1917, la révolte ukrainienne des makhnovistes en 1921, les collectivisations dans l'Espagne de 1936, les conseils ouvriers en Hongrie en 1956, etc.

Notre projet communiste libertaire est aux antipodes du communisme étatique qui dominait les pays de l'Est. Ce dernier s'est effondré, et nous ne pouvons que nous en réjouir ! Cela faisait plus de quatre-vingts ans que le courant libertaire dénonçait ces pays dits communistes comme étant des dictatures sanglantes, qui pratiquaient un capitalisme d'Etat ayant substitué à la forme classique de la propriété privée la domination d'une classe bureaucratique dirigeant la production et l'échange pour son propre compte.

Le modèle social-démocrate, qui entendait parvenir au socialisme par une succession de réformes en s'emparant du pouvoir d'Etat par les élections, s'est heurté à la toute-puissance du modèle capitaliste, qui joue tour à tour de la répression et de l'intégration. Il y a bien longtemps que les " socialistes " ont renoncé à se battre pour une société égalitaire et sans exploitation.

...ET LIBERTAIRES

Mais l'oppression que nous voulons supprimer ne se cantonne pas à une sphère strictement économique. Elle touche à tous les rapports de pouvoir. Nous voulons une société politiquement libertaire sans domination d'aucune sorte.

Nous luttons contre toutes les sortes d'uniformisation (des modes de vie, des cultures, de la production et de la consommation) imposées par le développement capitaliste.

Nous luttons pour de nouveaux rapports entre les hommes et les femmes, où la valorisation de la virilité et la soumission n'auraient plus lieu d'être. Car une société sans classes ne mène pas forcément à l'éradication du patriarcat (système de domination des hommes sur les femmes) : celui-ci mérite une lutte spécifique, parce qu'il traverse l'ensemble des classes sociales et préexiste au capitalisme. La lutte contre le patriarcat est une lutte pour la déconstruction des genres masculin et féminin modelés et imposés par l'ensemble des sociétés préexistantes. Se réapproprier nos identités personnelles, c'est refuser d'intégrer un statut social lié à notre sexe et c'est refuser que les normes actuelles (hétérosexualité, monogamie...) soient des codes de notre vie. Nous voulons vivre librement notre corps et nos désirs.

Nous ne voulons plus d'une société où le travail n'est pas une activité humaine partagée en fonction de besoins librement décidés, mais un esclavage salarié destiné à produire n'importe quoi, du moment que ça se vend et que les capitalistes peuvent réaliser, par ce biais, des profits.

Il nous faut tordre le cou aux " vieilles croyances " que sont la nécessité de la croissance, du productivisme, de la prépondérance de l'" économie ".

De très nombreux courants socialistes ont lié la possibilité du communisme à une réalisation de l'abondance. Mais l'idéologie de la croissance, économique et démographique, est une course perdue d'avance : elle ne fait que renforcer les inégalités entre les gens et abaisser la qualité de la vie ; notre planète ne peut permettre à toute la population mondiale d'accéder aux modes de consommation des classes supérieures des pays riches.

Les alternatives locales aux modes de consommation et de production qui tentent un peu partout de se mettre en place nous paraissent révélatrices du besoin de réappropriation collective de l'espace de nos vies que restreignent de plus en plus les productivistes. Même si ces alternatives, en l'absence d'une lutte globale contre le système et d'un projet politique, restent limitées quant à leur possibilité de changer réellement la vie.

Dans la mesure où notre projet politique s'est historiquement construit au fil et au cœur des mouvements sociaux, des révoltes et des tentatives d'établir des rapports sociaux égalitaires, c'est dans ces mouvements qu'il faut combattre, y compris en s'élevant contre certains de leurs aspects qui chercheraient à reproduire un ordre ancien (ou à en créer un nouveau) de domination. Ce sont dans les contradictions et les conflits actuels de la société que plongent les racines d'une autre forme d'organisation sociale dont l'ébauche jaillit parfois spontanément, dans certaines situations. Nous pensons que c'est lorsque les gens sont " en mouvement ", dans des moments partiels de rupture, qu'ils sont porteursd'idées et de pratiques correspondant le mieux à nos aspirations.

Saccage de la nature en Islande

Une lutte à dimension universelle

Depuis 3 ans le plus gros barrage hydroélectrique d'Europe est en construction en Islande, au cœur d'une des dernières régions sauvages du continent. L'énergie qui sera produite à partir de 2007 ne sert en rien à satisfaire une consommation locale d'électricité. Elle sera entièrement engloutie par une fonderie d'aluminium du géant américain ALCOA.

(voir également les articles parus dans CA n° 161 et 152)

Kárahnjúkar avant...

Le 28 septembre dernier, le barrage de Kárahnjúkar a lentement commencé à se remplir grâce aux eaux tumultueuses de la rivière glacière Jökulsá á Dal. Les ingénieurs ont décidé de procéder au remplissage par paliers successifs pour comprimer progressivement les couches géologiques, en raison de la fragilité du sous-sol de la région parsemée de fissures et de roches instables. A moins de 100km, se trouve une des zones volcaniques les plus actives d'Islande... Selon des géologues indépendants, il n'est d'ailleurs pas impossible que ce barrage soit un fiasco complet en raison de la sensibilité de ce sous-sol qui pourrait compromettre l'imperméabilité du bassin. Le barrage pourrait se révéler être une véritable passoire ! Malgré tout, les sommes investies et les enjeux économiques colossaux sont plus forts que les arguments de quelques scientifiques isolés. Le rouleau compresseur de la raison d'Etat a de nouveau montré son visage à la fin du mois d'août lorsqu'il est apparu que l'ancien ministre de l'industrie et du commerce avait volontairement dissimulé au parlement l'existence d'un rapport scientifique alertant sur l'existence de failles volcaniques actives dans la région de Kárahnjúkar.

Les plus grosses manifestations de l'histoire du pays

La veille de la fermeture des vannes du barrage, d'énormes manifestations se sont déroulées dans les principales villes d'islande. Près de 15000 personnes se trouvaient dans les rues de Reykjavik pour affirmer leur opposition à ce projet mégalomane. Pour une population totale de 300000 habitants, cela équivaudrait à une manifestation de 3 millions de personnes en France ! L'opposition contre le barrage n'a donc cessé de grandir au fil des mois. Les campements internationaux qui se sont tenus dans les environs du barrage pendant les étés 2005 et 2006 auront certainement contribué à réveiller la population islandaise sur le carnage qui est en train de se dérouler sur son territoire. Cette année, les actions ont commencé le 21 juillet par une grande chaîne humaine de 150 personnes sur le site même de la construction du barrage. Elles se sont poursuivies jusqu'à la fin du mois d'août en utilisant comme base arrière le campement autogéré qui s'est organisé au cœur de la région montagneuse subissant les infrastructures. Le pari n'était pas évident à tenir avec les conditions d'isolement que cela impliquait : la première route était située à 20km et la première localité où se ravitailler se trouvait à plus de 100 km. Malgré tout, plus de 200 personnes se sont succédées au campement qui, pendant la première semaine, s'est tenu sous un soleil de plomb (près de 20°C à l'ombre !). La majorité des militants présents était constituée par des écologistes d'Europe du Nord : Grande Bretagne, Pays Bas, Belgique, Danemark, Allemagne... Les islandais se trouvant finalement en minorité, les assemblées générales quotidiennes se déroulaient en anglais pour organiser la vie du camp et les actions d'opposition au barrage.

Ces manifestations ont pris la forme d'actions directes non violentes essentiellement concentrées sur le blocage des différents chantiers. Plusieurs d'entre elles ont permis de stopper symboliquement pendant quelques heures l'activité des ouvriers du site de Kárahnjúkar. Mais d'autres sites moins connus ont aussi été visés de manière à révéler l'ampleur gigantesque du projet qui réunit en réseau 4 autres barrages plus petits. Le chantier de construction de la fonderie

d'aluminium qui réquisitionnera la totalité de l'énergie hydroélectrique a également été complètement bloqué pendant 8 heures par des militants qui avaient escaladé les grues. A chaque fois, ces actions se sont déroulées dans des conditions particulièrement difficiles, la localisation des cibles nécessitant parfois d'effectuer des randonnées de 1 à 2 journées en terrain difficile (montagnes, déserts, marais,...) avant de pourvoir atteindre le but. La faible implication des écologistes islandais a malheureusement beaucoup désavantagé les opérations menées dans le cadre de ce campement international. D'abord parce que la méconnaissance du terrain par les militants étrangers a sans doute conduit à faire des erreurs d'organisation, en particulier sur la première action où personne ne savait quel était le pont stratégique qu'il fallait bloquer. Ensuite, parce que cela a donné une connotation marginale à la mobilisation. Cela fut particulièrement criant vers la fin du mois d'août, quand il ne restait qu'une poignée de militants anglais lancée à corps perdu dans des actions de plus en plus radicales et isolées. Les médias islandais n'ont d'ailleurs pas manqué de mettre en avant cette marginalité sur le ton : "*Ce ne sont quand même pas ces quelques étrangers qui vont nous donner des leçons d'environnement*". La répression policière n'a pas non plus raté l'occasion de frapper, d'autant plus vigoureusement que les militants visés étaient relativement déconnectés de la population islandaise. Avant de relancer l'organisation de nouveaux campements l'été prochain, il faudra donc sans doute s'interroger pourquoi une partie – même infime – des 15000 personnes qui défilaient dans les rues de Reykjavik le 27 septembre n'était pas présente cet été à Kárahnjúkar.

Kárahnjúkar après.....

Une critique inévitable de l'industrialisation

La lutte contre les barrages hydroélectriques en Islande porte avant tout la critique de l'industrie lourde et, même au-delà, du développement capitaliste. Ce projet faramineux, comme bien d'autres sur la planète, concentre à lui seul une multitude de contradictions inhérentes à l'économie moderne. Pour ce qui est de l'environnement, nous avions détaillé dans l'article paru cet été dans *Courant Alternatif* le saccage irrémédiable de l'une des dernières régions sauvages d'Europe. Revenons sur cette notion de développement, car justement le gouvernement islandais c'est beaucoup servi de cet argument pour justifier la construction du barrage et de la fonderie. Ces infrastructures sont censées remédier à l'exode des habitants de l'Est de l'Islande par la création de plusieurs centaines d'emplois directs. Ce chantage à l'emploi est un grand classique de toutes les implantations d'industries polluantes. Le nombre d'emplois promis et l'argent injecté sont d'ailleurs souvent proportionnels à la quantité et à la dangerosité des cochonneries qui seront balancées dans la nature. En l'occurrence, cet argument a du mal à convaincre, notamment parce que le pays compte moins de 4% de chômage, mais surtout parce que, pour l'instant, la quasi-totalité des ouvriers travaillant sur les chantiers ont été importés de l'étranger. Au début de l'année 2006 sur les 1485 employés, seulement 298 étaient islandais, soit 20%. Ainsi donc, même au fin fond du grand Nord arctique, le capitalisme reproduit les mêmes schémas d'exploitation de la main d'œuvre. Impregilo, la société de BTP italienne qui construit le principal barrage a trouvé plus rentable de faire venir des immigrés pour travailler sur un chantier en activité 24h/24h tous les jours de l'année, même par −20°C au dessous de zéro au milieu de l'hiver. La complicité du gouvernement islandais a bien entendu autorisé à les payer bien en dessous du salaire minimum national. Pour le recrutement, Impregilo est notamment aller se servir en Pologne et en Chine où ils construisent le monumental barrage des Trois Gorges. Depuis l'arrivée de ces ouvriers immigrés, plusieurs affaires ont mis à jour le classique tandem "exploitation-racisme". Les contremaîtres ont eu pour consigne d'interdire aux employés polonais et islandais de parler entre eux. Selon les syndicats islandais, des punitions et châtiments corporels ont même été utilisés à l'encontre de ceux qui ne seraient pas assez performants ou qui endommageraient du matériel. Vieux fondement de la xénophobie, l'exploitation des Hommes est d'autant plus efficace lorsqu'elle s'exerce à l'encontre de personnes que l'on méprise ou que l'on déteste.

Le barrage de Kárahnjúkar est aussi le symbole d'une monstrueuse aberration. L'ensemble de l'électricité produite sera réquisitionné pour être revendue par Landsvirkjun (EDF islandaise) pour un tarif gardé secret, mais néanmoins très concurrentiel, à une usine d'aluminium de l'entreprise américaine ALCOA, en cours d'installation dans un splendide fjord de la côte Est. Pour autant, l'Islande ne possède pas la moindre trace de bauxite, qui sert de base à la fabrication d'aluminium par un processus d'électrolyse extrêmement gourmand en électricité. C'est bien là le seul atout de ce pays : fournir une énergie bon marché. La matière première devra donc venir des principaux gisements situés dans l'hémisphère sud, notamment en Australie. Les 320000 tonnes de production annuelle d'aluminium ne serviront bien sûr pas non plus à alimenter le marché local et seront donc réexportées à travers la planète. Pour résumer, voici le tableau : des millions de tonnes de matière première ou de produits finis qui se baladent à travers les océans, d'un bout à l'autre de la planète, uniquement pour bénéficier de conditions locales de transformation plus avantageuses. Il y a de quoi s'interroger sur la santé mentale des dirigeants qui ont organisé un tel processus de production ! Pourtant, non ; ceux-ci obéissent bien évidemment à d'autres logiques, qui sont parfaitement ration-

-nelles en termes de compétitivité et de bénéfices. Du haut de leurs gratte-ciels de verre et d'acier, il est très facile pour eux de déplacer, d'un simple clic de souris, les centres de production, au gré des tarifs pratiqués sur l'ensemble du globe. Le développement effréné des transports facilite cette logique d'abolition des distances. L'exemple de Kárahnjúkar montre également que la main-d'œuvre humaine bon marché n'est pas plus difficile à transférer sur les lieux de production.

Produire ? Pour qui et pour quoi ?

Dans cette histoire, qui a son mot à dire ? Certainement pas les aborigènes d'Australie – ou d'autres pays – qui subissent les mines de bauxites. Certainement pas non plus les Islandais qui subissent les barrages et les usines de transformation. Comme nous avons pu nous rendre compte, la démocratie islandaise – un des plus vieux systèmes parlementaires du monde dont l'origine remonte à l'arrivée des vikings au alentour de l'an mille – a fait peu de cas de l'opinion de ces citoyens et a préféré remplir les poches de quelques-uns de ses entrepreneurs. Alors, qui a décidé que la planète avait un besoin criant d'aluminium nécessitant tous ces sacrifices et ce gaspillage écologique ? A-t-on aperçu des manifestations de consommateurs réclamant ardemment de l'aluminium pour tous et à bon marché ? Bien sûr que non, puisque personne sur cette terre n'a ressenti la moindre carence par rapport à un besoin qui n'existe pas. Ce besoin, les dirigeants d'ALCOA et consort se débrouilleront pour le créer avec l'aide de leurs amis du marketing et de la communication. Le nœud du problème est là ; tant que les quelques capitalistes, alliés aux politiciens qui dirigent le monde, imposeront leur choix de production, nous serons toujours les dindons de la farce à tous les niveaux : exploitation de notre travail, destruction de notre environnement, accompagné d'un renforcement de la coercition pour limiter les oppositions.

Cette critique du système économique est commune à bien des domaines de production. Au cours des rassemblements de cet été, il a par exemple été fait allusion à la lutte des habitants d'une vallée du pays basque contre la construction du barrage d'Itoïz. Cette retenue d'eau, qui a été conçue pour alimenter l'agriculture maraîchère et fruitière intensive du sud de l'Espagne reproduit les mêmes phénomènes : dégradation de l'environnement, transport aberrant de marchandise (l'eau) sur des centaines de kilomètre, surexploitation de la main-d'œuvre immigrée... Tout cela pour vendre des tomates et des fraises à toutes les saisons.

Pour finir, ce qui se déroule en Islande ressemble à cette expérience scientifique consistant à rassembler dans un environnement stérile les ingrédients nécessaires à l'apparition de la vie, pour étudier les conditions de son développement. Ici, tous les ingrédients du développement capitaliste sont réunis sur une île isolée et relativement vierge de toute expérience similaire. Que voit-on apparaître ? Encore et toujours les mêmes tares congénitales de ce système économique : exploitation, racisme, pollution, saccage écologique, perversion des traditions démocratiques, renforcements de la répression... CQFD.

Tonio
OCL Paris,
le 27 octobre 2006

Kárahnjúkar après..

À paraître en février 2007 aux éditions Acratie :

Socialisme ou Barbarie - Anthologie

380 pages format 24 /16

Dans les années 70 l'intelligentsia redécouvre la «démocratie» et les «droits de l'homme» et se sent saisie d'une nouvelle mission : dénoncer le totalitarisme communiste. Alors, elle se reconnaît des précurseurs, entre autres Lefort, Lyotard Castoriadis... Le groupe S. ou B. s'est ainsi trouvé, des années après sa dissolution, nimbé d'une gloire et d'une légende aussi aveuglantes sur sa réalité que les ténèbres dans lesquels il avait été confiné de son vivant. Cette légende est mensongère. C'est pourquoi quelques anciens membres du groupe Socialisme ou Barbarie ont décidé de réunir en un volume un certain nombre d'articles donnant un aperçu des idées développées tout au long du parcours de cette revue. Entreprise d'autant plus utile que la plupart de ces textes sont pratiquement introuvables

Pour aider à faire paraître ce livre vous pouvez souscrire au prix de 22 euros (port compris)

(Le livre sera vendu 27 euros en librairie)

Chèque à l'ordre d'Acratie
Acratie - L'Essart 86310 - La Bussière

À lire

LE BUSINESS DE LA GUERRE

D. Azzellini et B. Kanzleiter

éditions Gatuzain

260 pages, 16 euros

Les auteurs étudient au cas par cas une dizaine de pays, et l'évolution de la guerre : Irak, Afghanistan, Kurdistan, Indonésie, Congo, Angola, Mexique, Colombie, Guatemala, Yougoslavie. La guerre se privatise, les milices privées ont pignon sur rue. Au-delà des enjeux géostratégiques, c'est parfois simplement un simple business, où les apports économiques permettent des bénéfices en millions de dollars : gérer l'aide humanitaire, contrôler des ressources naturelles, trafics variés... La guerre entre États diminue, et c'est souvent à l'intérieur des frontières, contre les populations civiles, que les militaires et mercenaires exercent leurs talents. - Gatuzain - 25 rue d'Espagne - 64100 Bayonne - 05/59/25/52/74 ou sur la toile : www.gatuzain.com

RÉSISTANCES IRAKIENNES CONTRE L'OCCUPATION, L'ISLAMISME ET LE CAPITALISME

coordonné par Nicolas Dessaux

Ed. l'échappée,

Collection Dans la mêlée

176 pages | 12x18,5 cm, 10 euros

Dans un Irak déchiré par l'occupation militaire et la guerre civile, des hommes et des femmes, arabes et kurdes, athées et croyants, sunnites et chiites, chômeurs, ouvriers, syndicalistes et féministes cherchent à sortir du chaos. Menacés par les islamistes, persécutés par les nationalistes, emprisonnés par les troupes d'occupation, ils tentent de répondre à ces questions : comment combattre l'impérialisme américain sans poser de bombes ? Quelles stratégies adopter pour empêcher la guerre civile de se propager dans les quartiers ? Comment défendre les droits des femmes alors que les islamistes participent au gouvernement et tiennent la rue ? Quelles luttes sociales mener pour défendre l'égalité et les droits des salariés ? Ce livre leur donne la parole. Ces neuf entretiens nous font découvrir cette autre résistance, résolument laïque, féministe et anticapitaliste qu'Al-Qaeda considère « plus dangereuse que le Mossad ».

Nicolas Dessaux, archéologue, est président de l'association Solidarité Irak, qui, depuis 2003, fait connaître et soutient les luttes féministes et sociales de l'Irak occupé.

L'échappée sera présente : à ORLÉANS Jeudi 23 novembre 2006 *Pour en finir avec le sexisme*, avec Guillaume Carnino Débat organisé par le lieu associatif et autogéré le Chiendent à 20h30 259 rue de Bourgogne 45000 ORLÉANS. À PARIS Mercredi 20 décembre 2006 *La révolte luddite*, avec Celia Izoard Débat organisé par la librairie Quilombo à 19h45 21ter rue Voltaire, 75011 Paris, M° Nation ou Rue des Boulets. Pour les joindre : 130 rue Saint-Maur, 75011 Paris * lechappee@no-log.org * www.lechappee.org

PROUDHON, DIEU ET LA GUERRE, UNE PHILOSOPHIE DU COMBAT

Edouard Jourdain -

L'Harmattan -

252 p. - 21,50 euros -2006 -

L'auteur nous propose d'appréhender de façon nouvelle la pensée proudhonienne à partir de deux concepts corrélatifs : Dieu et la guerre. Nulle bizarrerie en cela. Edouard Jourdain nous rappelle que le penseur bisontin s'était fait l'apologiste de la guerre, une guerre entendue comme inhérente à la nature humaine, comme moteur de l'histoire des sociétés. L'homme est pour lui un guerrier : c'est à travers la guerre qu'il s'éprouve, c'est dans le combat qu'il développe toutes ses capacités, qu'il s'affirme. Proudhon parle bien ici de l'Homme, non du militaire ; et la guerre dont il fait l'éloge, ce n'est pas celle qui voit s'affronter deux armées à la solde de deux souverains. Cette guerre, c'est le combat quotidien pour la dignité, contre l'esclavage et le monde tel qu'il est : « le mal, écrit-il, n'est pas de donner la mort, ni de la recevoir : c'est de vivre dans la lâcheté et l'abjection. » Apologie de l'engagement total, donc, qui n'est pas l'apologie de la destruction. Pour affirmer la capacité des individus de rompre avec la soumission : à l'État qui le bride, le contrôle, l'atomise. Au capitalisme qui l'exploite et l'avilit. À l'Église et à sa morale. Mais face à l'Homme se dresse Dieu. Féru de théologie, mystique, Proudhon est attiré par Dieu, autrement dit l'Absolu, et par la permanence du phénomène religieux dans les sociétés humaines. Attiré par Dieu, mais pas par les religions et les théologiens qui, au nom de la Transcendance, justifient la subordination de l'homme../....Pour ceux-celles qui veulent redécouvrir un penseur original, impétueux et amoureux d'une vie qu'il ne peut imaginer vivre à genoux.

Patsy - Le monde comme il va -

CENT CONSIDÉRATIONS SUR LE NIHILISME CONTEMPORAIN ET SUR LES CARACTÈRES TRAGICOMIQUES DES SOCIÉTÉS POSTMODERNES

Michel Keller

Éditions L'or des fous, 2005

Le titre du livre de Michel Keller fait bien entendu référence à Nietzsche et à ses Considérations inactuelles. Keller a ses raisons, car, par de nombreux aspects, ce qu'il écrit se situe dans la tradition de Nietzsche, notamment par sa vision acérée de notre réel, de nos insuffisances, et aussi par sa clairvoyance. Ces Cent Considérations sont un véritable outil pour comprendre ce monde au fond, sans jamais se contenter d'explications superficielles comme peuvent l'être, par exemple, les explications idéologiques du style « tout est un rapport de forces entre les classes » ou « tout provient du triomphe du néolibéralisme ». Une fois qu'on a dit ça, on aurait tout dit. Keller ne le pense pas, et il va au fond des choses. Pourtant, malgré cette profondeur de raisonnement, son livre reste tout le temps très lisible. Ce n'est pas un livre de philosophie, c'est bel et bien un ouvrage politique.

Ce que soutient avant tout Keller, c'est que la « post-modernité », c'est-à-dire ce qui s'est imposé peu à peu au cours du vingtième siècle pour triompher de nos jours, vide l'être humain de ce qui pouvait encore permettre son émancipation. De nos jours, les rapports mondiaux entre les nations, les rapports entre les humains, entre eux et la nature, sont modifiés dans le pire sens afin que, tous, État, groupes, individus, nature, ne soyons plus qu'au seul service de l'économie. C'est donc la fin de l'Histoire, la fin de la quête humaine de la liberté, qui s'annonce si rien ne se passe.

Keller ne propose pas une vision béate des opprimés, irresponsables devant les malheurs qui les accablent. Il fustige au contraire certaines inconséquences, qui ont souvent été les nôtres, et c'est peut-être pour cela que l'ouvrage n'est pas toujours agréable à lire... Keller relie en outre les comportements collectifs aux comportements individuels. Tout son livre parle de politique, mais très rarement en termes idéologiques. D'ailleurs, parmi les livres sur lesquels s'appuie Keller, et à côté de Debord ou Adorno, figurent plutôt des penseurs qu'on trouve rarement dans les livres politiques, comme André Leroi-Gourhan, qui fut et reste l'un des plus importants ethnologues français.

Keller écrit ainsi, en prologue à son texte : « Ainsi, puisque le genre de progrès dont est issue la domination a conduit à une impasse où l'humanité s'enlise ; puisque le monde tel qu'il s'impose à présent n'offre plus guère de possibilités de vivre vraiment en être humain et qu'en cela la confrontation livrée depuis toujours aux oppresseurs et aux « démolisseurs » est en passe de tourner à l'avantage de ceux-ci, il convient, plus que jamais, de le refuser aussi radicalement qu'est impitoyable sa tyrannie à l'égard du genre humain dont, tel le Malin, il s'est fait l'ennemi. Ennemi certes lamentable et dérisoire, mais d'une puissance telle qu'il devient héroïque de chercher à échapper à son absurdité liberticide. » Ces Cent Considérations sont à coup sûr un fameux outil, qui fera cogiter ses lecteurs, les obligera à remettre en question leur action politique, afin, il faut l'espérer – car c'est un livre très positif –, d'avancer et de progresser dans la lutte contre ce système.

P.G.